

La France isolée face à la Syrie

REVUE DE PRESSE SYRIE #9

Dimanche 18 et lundi 19 décembre 2011

Alors que la presse anglo-saxonne, trop occupée par sa campagne anti-Russes, oublie les Syriens, la presse française, elle, poursuit son action pour un changement de régime. Cependant, pour la première fois, un reportage publié dans un hebdomadaire branché atteste des crimes des groupes armés.

Organe officieux de l'atlantisme, *Le Monde* s'érige en porte-parole de l'Alliance et appelle en « une » à la création d'un groupe de contact, c'est-à-dire à la formation d'une coalition militaire ad hoc. Pourtant, après le refus allemand d'une aventure militaire et la reculade de la Ligue arabe, Paris, qui s'imaginait en leader, est isolé.

- L'annonce du durcissement des sanctions de la Ligue arabe et de la saisine du Conseil de sécurité est brouillée par de nombreux articles sur les conséquences catastrophiques des sanctions sur l'économie des Etats qui les ont décrétés.
- L'accord survenu entre la Ligue arabe et le gouvernement syrien pour le déploiement d'observateurs est vécu comme un soulagement au Proche-Orient. En effet, Damas avait posé comme seul préalable que la Ligue reprenne une attitude empathique. Même si les choses ne pas clairement explicitées, chacun comprend que le déplacement des observateurs accompagne une levée des principales sanctions, et annonce un re-démarrage économique.

Le Journal du Dimanche (France)

L'Armée libre attend son heure

Syrie Les déserteurs réclament un soutien international dans leur révolte contre Assad



Ain Al-Baida (frontière syro-turque)
Envoiyé spécial
Guillaume Perrier

Après une heure de cheminement sur les sentiers de contrebande, au flanc des collines qui chevauchent la Turquie et la Syrie, la foulée des passeurs se fait prudente. La frontière, matérialisée par une route et quelques barbelés, a été traversée sans encombre. Les sentinelles de l'armée turque qui sont censées la surveiller ferment les yeux sur les allées et venues clandestines entre les villages de la province de Hatay, dans le sud de la Turquie, et ceux du nord de la Syrie.

Mais sitôt en territoire syrien, les premiers tirs d'arme automatique crépissent. L'armée syrienne n'hésite pas à abattre les intrus. Mardi, l'agence officielle Sana a affirmé avoir tué deux personnes et « déjoué une tentative d'infiltration d'un groupe terroriste armé », ici même. Selon les contrebandiers, la fusillade a fait plusieurs blessés. Et quatre vaches qu'ils convoyaient ont été tuées. « On fait entrer des vivres, des cigarettes, des médicaments, des poches de sang... Et sortir des blessés et des réfugiés. La semaine

dernière, les contrebandiers ont fait passer mon beau-frère et sa famille. Ils font de leur mieux pour aider la révolution », souligne Mahmoud, un activiste syrien qui organise la résistance depuis l'un des camps de réfugiés installés en Turquie.

Une ligne de front au milieu du village

On atteint finalement un hameau, quelques maisons basses aux fenêtres barricadées, gardé par des hommes armés. Sur les toits flottent le drapeau de la révolution syrienne et celui de la Turquie. C'est là que se retranchent une centaine de combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), créée en mai par des déserteurs de l'armée régulière et entrée en guerre contre le régime de Bachar El-Assad.

À 300 mètres, sur la colline d'en face, l'armée de Damas occupe des bâtiments. D'une maison à deux étages dont les fenêtres sont obstruées par des sacs de sable, des snipers canardent la cache des insurgés. Les balles sifflent et viennent claquer en rafales sur les portes métalliques et les réservoirs d'eau. Le village d'Ain Al-Baida est coupé en deux, traversé par une ligne de front.



Des déserteurs de l'armée syrienne entrés en résistance, dans le village d'Ain Al-Baida. Ci-dessus, au centre, leur chef, Abou Mohamed Abd Assalam. Guillaume Perrier pour le JDD



Dans une maison, une douzaine de combattants se tiennent autour d'Abou Mohamed Abd Assalam, le chef de cette cellule de l'Armée libre. Des armes dépareillées sont appuyées contre un mur, et une théière fume sur le poêle. « Je dirige 150 soldats », explique le commandant, un homme d'une cinquantaine d'années aux cheveux et à la barbe hirsutes, vêtu d'un treillis. C'est un endroit où l'armée régulière ne peut pas venir nous chercher. Leurs troupes ne se déplacent plus sans être es-

corées par des tanks. La frontière turque, toute proche, protège les rebelles, qui attendent leur heure pour lancer l'offensive.

Ces derniers jours, plusieurs dizaines de militaires qui ont déserté de leur base de Hama, d'Alep et de Jabal Al-Zaouia sont venus grossir les rangs de l'ASL. Celle-ci compterait une vingtaine de brigades dans le pays. « Nous n'avons que quelques kalachnikovs et les armes avec lesquelles nous avons déserté », assure Abou Nidal, un officier originaire de Bdama, un village frontalier où l'armée mène des opérations de ratissage depuis juin. « Nous ne pouvons rien faire si nous ne recevons pas le soutien de la communauté internationale, précise-t-il. Nous avons besoin de RPG, de lance-roquettes... Et surtout, il faut instaurer une zone tampon le long de la frontière turque avec une interdiction de survol aérien pour nous permettre de progresser dans le pays et de recevoir des renforts. »

Le Conseil national syrien redoute une guerre civile

Depuis leurs repaires, les soldats de l'Armée libre ont multiplié, ces dernières semaines, les embuscades contre les troupes de Bachar El-Assad. Mardi, ils ont attaqué un convoi dans la province d'Idlib, abattant sept soldats. Vendredi, à Deraa, dans le Sud, vingt-sept membres des services de sécurité ont été tués. Mais l'attaque la plus spectaculaire a été menée par le groupe d'Ain Al-Baida, début décembre, contre une

base des services de renseignements de l'armée de l'air, près d'Idlib. Le chef de brigade montre le plan de l'attaque, dessiné à la main sur un cahier d'écolier. « Dix soldats ont été tués et quinze déserteurs nous ont rejoints », assure Mohamed Abd Assalam, qui a participé à l'assaut avec une cinquantaine d'hommes.

Ces attaques ont renforcé les divisions manifestes entre l'ASL et le Conseil national syrien (CNS), qui rassemble l'opposition, même si des discussions ont été menées début décembre du côté turc de la frontière. « Nous voulons à tout prix éviter une guerre civile », a déclaré le président du CNS, Burhan Ghalioun. Montrée du doigt par Damas, la Turquie dément autoriser des attaques depuis son territoire, mais les déserteurs syriens y prennent leurs ordres. Le camp de Bohsin, à quelques kilomètres de la Syrie, abrite, sous bonne escorte, une centaine d'officiers, dont le colonel Riad Al-Assad, le chef de l'ASL, dont les interviews sont filtrés par le gouvernement turc.

« Il nous faut une zone tampon pour pouvoir entrer en profondeur sur le territoire syrien et faire tomber le régime », martèle lui aussi le lieutenant Abd Assattar Younsou, joint par téléphone à l'intérieur du camp. Ce membre du conseil militaire et chef de la brigade Hamza Al-Khatib, du nom de cet adolescent torturé à mort par les services de sécurité en mai, attend un soutien international qui, jusqu'ici, ne s'est pas vraiment manifesté. ●

À l'ONU, le bras de fer continue

« Ne soyons pas dupes, l'initiative russe n'est rien d'autre qu'une belle opération de relations publiques », lâchait un diplomate occidental au siège de l'ONU, vingt-quatre heures après que la Russie eut soumis au Conseil de sécurité un projet de résolution sur la Syrie. Preuve en est son silence depuis. Les Russes n'ont proposé aucune date pour une première réunion de travail. Les négociations engagées sur cette résolution, qualifiée de « déséquilibrée » et « creuse » par l'ambassadeur de France, Gérard Araud, relèvent du défi. Le texte dénonce les violences commises « par toutes les parties », suggérant une apparente parité entre la répression des forces syriennes, qui a fait plus de 5.000 morts, et la résistance de manifestants. Une position jugée inacceptable aux yeux des Occidentaux.

En août dernier déjà, avant l'adoption d'une déclaration présidentielle – seul texte adopté par les Quinze, en neuf mois, contre la répression sanglante en Syrie –, les Européens avaient tenté toutes les parades possibles pour venir à bout de la résistance russe. En vain. La Russie ne devrait pas se montrer plus conciliante car elle continue d'opposer un net fermeté à toute forme d'ingérence et à toute idée de sanctions. Seule une saisine du Conseil de sécurité par la Ligue arabe pourrait faciliter la tâche des Occidentaux. Moscou pourra difficilement s'opposer à une requête des pays de la région pour l'imposition de sanctions et l'envoi d'observateurs en Syrie. Verdict mercredi, date de la réunion de la Ligue arabe au niveau ministériel. Alexandra Geneste (à New York)

Le Monde (France)

Il faut créer un groupe de contact sur la Syrie

C'est un signal que le pouvoir syrien aurait tort de prendre à la légère. Son dernier et plus fidèle allié, la Russie, perd patience.

Au minimum, Moscou, en présentant jeudi 15 décembre à l'ONU un projet de résolution condamnant les violences en Syrie, adresse un avertissement à Damas : les tueries et autres abominations auxquelles se livre le régime de Bachar Al-Assad – 5 000 morts en neuf mois, selon les Nations unies – suscitent la colère d'un nombre croissant de pays.

La Russie est sur la défensive. Elle a des intérêts stratégiques importants en Syrie, notamment une base maritime, à Tartous, principal débouché en Méditerranée pour la marine russe. Elle équipe l'armée syrienne, de pied en cap. Elle a doté le pays d'un système de défense antiaérienne ultrasonique. Elle est fiabilité

re d'un pouvoir syrien qu'elle a idéé et cultivé depuis les années 1970.

Le texte suggéré par Moscou à l'ONU reste bien timide ; il met presque au rle même pied ma nifestants et forces de répression. Mais il marque une évolution : jusqu'alors, le Kremlin s'opposait à la moindre pression sur Damas. Visiblement, la diplomatie russe commence à réfléchir à l'après-Bachar Al-Assad, à des lendemains qui pourraient être plus

Editorial

proches qu'on ne l'imagine.

C'est une excellente chose. Car, éminemment souhaitable, l'effondrement du régime syrien peut aussi déboucher sur une situation difficile. Mieux vaut s'y préparer.

Ancien secrétaire général

ad joint de l'ONU, l'Américain Michael Williams évoque cette semaine dans le *National Times* la possibilité d'une guerre civile. Cet ex-général des marines dresse une comparaison avec l'implosion de la Yougoslavie. Les deux tiers de la population syrienne sont des musulmans sunnites. Le régime s'appuie sur les minorités – chrétienne, druze, kurde et, surtout, alaouite, la secte musulmane à laquelle appartient la famille Al-Assad.

Un affrontement intercommunautaire syrien n'épargnerait pas le Liban voisin, où le parti Hezbollah, l'un des derniers soutiens arabes du clan Al-Assad, exerce sa tutelle sur la communauté chiite. Qui sait ce que pourraient être les réactions en Iran et en Irak, où les régimes en place soutiennent toujours celui de Damas.

Membre de l'OTAN en retraite

nant de bonnes relations avec la Russie, la Turquie est en première ligne. Comme la Ligue arabe, elle appuie sans tarder l'absence d'un changement de régime en Syrie. Elle est amenée à jouer un rôle pivot dans les événements à venir.

Mais compte tenu des enjeux – éviter le chaos, la guerre civile, la déstabilisation régionale –, un mécanisme de consultations entre toutes les puissances concernées serait bienvenu. Il faut un groupe de contact sur la Syrie. Sous l'égide de l'ONU, ce groupe – Turquie, Ligue arabe, Union européenne, États-Unis, Russie, par exemple – aurait un double rôle : à la fois instrument de pression sur le clan Al-Assad et forum de préparation pour une transition la plus pacifique possible à Damas.

Lire page 3

La détresse des réfugiés syriens au Liban

Les contestataires qui ont fui la Syrie s'organisent dans la clandestinité par crainte de représailles du régime

Reportage

Tripoli (Liban)
Envoies spéciaux

Dans ce café de Tripoli, des jeunes éclatent de rire à une table voisine. « Mawana se réveille ! Il semble surpris, coupé dans ses pensées. » Depuis six mois, nous ne rions plus, nous nous sommes plus de mariages. Comment ? Pour rien nous nous réjouissons, alors que nos gens souffrent à l'intérieur ? Mawana (dans les prisons) a été changé, réfugié au Liban peu après l'éclatement en marche de la révolte en Syrie contre le régime de Bachar Al-Assad, originaire de Homs, ville martyre de l'insurrection. Ce bombardier n'a rien de sinistre. Un sourire étale ses dents sur son visage. Mais les images qu'on nous montre de certains bouquins avec ces gens occupent son esprit. Celles des morts de la répression. Celles des blessés, dont il suppose le passage vers le Liban et la prise en charge par des associations à la frontière.

Mawana prête main-forte à un groupe d'une dizaine de militants syriens qui se sont organisés pour coordonner l'aide aux réfugiés dans le nord du Liban – entre 6 000 et 6 000 – et continuer, ainsi, de servir la révolte. S'ils sont reçus sur le territoire libanais souvent rejoints clandestinement, le statut des réfugiés demeure précaire. Pour bénéficier d'aides officielles (Nations unies, gouvernement libanais), il leur faut s'inscrire. Or beaucoup y sont réticents, de peur que leurs noms soient transmis aux autorités syriennes. Leur déplacement ne sera pas autorisé en dehors du Ouadi Khaleh (nord) Malgobek, de Hama et de certains combats d'affaires par la frontière officielle entre les deux pays.

Sama, l'aine du groupe, affirme les harassement de la bande frontalière. C'est là qu'il est installé depuis six mois avec sa famille. Quand la révolte a commencé, ce commerçant qui a vécu plusieurs années à l'étranger a très vite participé à la préparation des manifestations.



Des réfugiés syriens, dont certains sont blessés, manifestent dans les rues de Tripoli, vendredi 16 décembre, aux nouvelles.

Les réfugiés qu'il visite, dans la région pauvre du Ouadi Khaleh, sont souvent originaires de Tall Kalakh, bourgade frontalière, ou de Hama, voisine du Liban. « J'ai vu sa femme blessée. Il avait des problèmes de santé. Il avait déjà été blessé une fois, alors qu'il assurait les blessés, dans sa ville natale. »

Un tel scénario ne s'est pas produit jusqu'ici, exceptionnel.

Sama passe des jours d'attente loin de son domicile. A Tripoli, seconde ville du Liban, qui permet une plus grande discrétion selon les militants, il cherche des adresses pour les blessés en convalescence. Il faut aussi trouver des fonds, provenant d'associations locales.

Aujourd'hui, une vingtaine d'associés peine, veille sur les blessés. Son

diplôme de dentiste en poche, il a été nommé responsable médical du groupe, qui il a rejoint par hasard, pour être utile, après avoir gagné le Liban il y a deux mois. Originaire de Hama (cité syrienne), il assurait la surveillance. Il avait déjà été blessé une fois, alors qu'il assurait les blessés, dans sa ville natale.

Le téléphone de Sama, comme celui des autres militants, comme souvent de nombreux. Les militants redoutent d'être arrêtés par les services de sécurité libanais. « On se sent sous pression continue », dit Ahmad Mawana, 27 ans, porte-parole et coordinateur du groupe d'opposants. Depuis trois mois au Liban, ce jeune homme nuff de Hama change de logement et fré-

que ses déplacements. En cas de harcès, portait un costume dans lequel il se cache par ce temps d'hiver, il ne s'est rendu qu'une fois à Beyrouth, pour tenter d'y passer

4 000 à 6 000 Syriens ont rejoint le territoire libanais, souvent clandestinement

des contacts politiques. C'est des points que les membres du groupe attendent voir évoluer concernant le statut des Syriens qui ont fui la violence. « Nous sommes des vétérans ici, par des réfugiés. Il n'y a pas de camps comme en Turquie, pour bien signifier que notre présence

n'est que temporaire », explique Sama.

Dans cet appartement où se retrouvent plusieurs militants, une porte entrouverte laisse deviner plusieurs jeunes allongés sur des matelas, prenant un court répit. C'est d'Essa, 36 ans, s'installe dans un bureau, ouvre son ordinateur. Il y montre des images qui ont été filmées à Hama, accompagnées d'un texte qu'il a écrit. Le but : attirer l'attention sur le sort de cette ville assiégée, dont il est originaire. Le sort de Hama préoccupe le groupe, craignant un assaut final des forces de l'ordre. Mais même avant les violences vers les milices et tient les statistiques de la répression.

Etudiant tous d'une famille modeste, Ahmad Mawana est d'abord

Le vice-président syrien invité à Moscou

Quelque 200 000 Syriens ont manifesté, vendredi 16 décembre, à Hama, bastion de la contestation, pour réclamer la chute du régime de Bachar Al-Assad. Au lendemain de l'annonce sur prise par l'armée du contrôle sur la Syrie, l'Arabie saoudite et France à l'ONU, Gérard Arnaud, ancien ministre de la République française, a qualifié sa manœuvre de la position sur la scène internationale du Monde.fr. Il a estimé que Mawana et sa donne l'apparence du mouvement tout en précisant qu'il n'est pas un mouvement de qualification et est crucial. La Syrie a été invitée à Moscou le vice-président syrien, Farouk Al-Charrif, pour un entretien officiel.

sur la grande révolte. En Syrie, il appartiendrait aux membres de la coalition qui, au sein de diverses organisations, organisent les manifestations contre le gouvernement dialoguant avec la révolte pour résoudre le problème des aspirations des uns et des autres, au-delà du vote de voir le régime s'effondrer. Chaque jour, il communique avec l'intérieur du pays. Le mouvement a été invité à Hama, du fait de la répression. Mais les rassemblements se poursuivent. Il sera plus rapide à l'arrivée de l'été.

Affirmé, les militants méritent aussi à l'évolution de la révolte. Ahmad soulève le Comité national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition. Sama lui, est réticent, car il juge que le CNS rassemble trop de personnes, qui commencent mal à paraître. Il n'est pas l'ensemble non plus à l'égard des opposants de l'intérieur, à quelques exceptions. Revenir aussi souvent, dans leur bouche, la crainte d'être assimilés à des terroristes ce qui le dérange. Dans ce petit cercle engagé, il est clair que leur avenir sera déterminé par le régime », conclut Sama.

LAURE STREPPA

Le Monde (France)

« Nous étions dans la rue, et les tirs ont commencé »

Tripoli (Liban)
Envoiyée spéciale

Sur le cou d'Ahmad (le prénom a été changé), juste au-dessous de la mâchoire, les agrafes en métal forment une sorte de croix. C'est là que la balle qui a effleuré son épaule est venue se loger, évitant de peu la carotide. Ce jeune commerçant de 25 ans a été blessé le 2 décembre, lors d'un vendredi de manifestation à Qusair, située au sud d'Homs et à quelques kilomètres du Liban. « *Nous étions dans la rue, et les tirs ont commencé.* » Ahmad est formel : « *Ce sont des hommes de l'Armée libre de Syrie qui m'ont transporté jusqu'à la frontière, avec d'autres blessés. Ils étaient là, dans la manifestation, pour nous protéger. Le passage a été difficile. On m'a ensuite emmené jusqu'à Tripoli.* »

Ahmad fait partie de ces blessés qui, faute de soins possibles (hôpitaux contrôlés par les forces de sécurité, manque de médicaments) en Syrie, sont transportés vers le nord du Liban. Un blessé par jour, en moyenne, gagne le pays, selon différentes estimations. Leur acheminement est toujours plus compliqué : la frontière a été minée en plusieurs points côté syrien. Les opérations médicales sont prises en charge par le Haut Comité de secours, un organisme du gouvernement libanais, sous certaines conditions.

Ahmad a passé douze jours à

l'hôpital, avant de trouver abri dans ce bâtiment d'une clinique privée de Tripoli que les militants syriens ont loué. Une dizaine d'autres blessés y sont, comme lui, en convalescence.

Dans une chambre, un homme touché par balles au dos s'exprime d'une voix à peine audible, le regard vague, l'air épuisé. Ses compagnons d'infortune sont tous originaires de Qusair. Ils se connaissent souvent. Les manifestations et les opérations de l'Armée libre de Syrie animent leurs conversations.

Réveil dans une ambulance

Moustapha, 21 ans, est ouvrier. Son visage est zébré d'égratignures. Il s'appuie sur un déambulateur pour marcher. Un plâtre enveloppe sa jambe droite. Il a été touché par deux balles à Qusair, le 10 décembre, dont l'une a fracturé un os. « *Beaucoup de forces de sécurité étaient déployées, des tireurs étaient montés sur les toits.* » Après, Moustapha ne se souvient plus de rien. Il a perdu connaissance. Quand il a rouvert les yeux, il était au Liban, dans une ambulance.

Ahmad veut regagner Qusair dès qu'il sera rétabli. Il décrit une situation de « chaos » dans cette ville, où les forces de sécurité, tout en restant présentes, « *n'ont plus le contrôle de la ville et doivent affronter les déserteurs.* » ■

L. S.

La Tribune (France)

▼ MOYEN-ORIENT

Israël s'inquiète des conséquences de la chute du régime syrien

L'État hébreu se prépare à l'après-Bachar al-Assad, un allié de Téhéran, mais redoute une réaction violente avec l'aide des milices, le Hezbollah.

« LA CHUTE DE BACHAR AL-ASSAD n'est plus qu'une question de semaines », pronostique Ehoud Barak, le ministre israélien de la Défense. Sur le papier, ce scénario ne peut que réjouir l'État hébreu. Le régime syrien est allié de l'Iran et du Hezbollah libanais, ses deux autres ennemis jurés. Et pourtant, la satisfaction affichée cache mal des profondes inquiétudes sur l'après-Assad. Les responsables militaires redoutent que des groupes islamistes, y compris ceux inspirés par al-Qaïda profitent d'un chaos généralisé qui pourrait suivre un changement de régime pour se livrer à des provocations. Un tel regain de tension ne manquera pas de porter un coup dur à l'économie israélienne, jusque-là épargnée par la crise.

Malgré tous leurs défauts, Bachar al-Assad et avant lui son père Hafez avaient préparé à l'après-Bachar al-Assad, un allié de Téhéran, mais redoute une réaction violente avec l'aide des milices, le Hezbollah.

force d'opposition aux ambitions hégémoniques régionales de Téhéran », affirme Ehoud Barak, en se voulant optimiste.

■ Crainte d'une « diversion »

Mais, comme le souligne Shaul Mofaz, président de la commission de la Défense et des Affaires étran-

gères du Parlement, Bachar al-Assad, le dos au mur, pourrait être tenté par une « diversion » sous forme d'une attaque contre le nord d'Israël ou par une manœuvre pour pousser le Hezbollah à passer à l'offensive. En 2006, la milice libanaise avait tiré des milliers de roquettes vers la Galilée contraignant 1 million d'Israéliens à vivre dans les abris, ce qui

avait paralysé toute l'économie de la région. Le coût des opérations militaires s'était également élevé à plus de 1 milliard de dollars.

« Un nouveau conflit impliquant directement la Syrie pourrait avoir des conséquences beaucoup plus graves, car les missiles syriens peuvent atteindre la région de Tel-Aviv, le cœur économique du pays, et être équipés de têtes chimiques. Avec de telles armes, une offensive aurait toutes les chances de briser la croissance économique de près de 4 % cette année, mais qui subit déjà un ralentissement en raison de la crise en Europe », prévoit un responsable de la Banque d'Israël. Selon lui, le budget de la Défense, qui représenterait près de 7 % du PNB, ne manquerait pas une nouvelle fois « d'exploser », alors qu'il était censé subir des coupes pour financer les réformes promises par Beyroutin Nétanyahou à la suite du mouvement de contestation social sans précédent qui avait submergé les rues d'Israël cet été.

PASCAL LACORIE, À JÉRUSALEM

LA LIGUE ARABE ENVISAGE DE SAISIR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LA SYRIE

Alors que la révolte en Syrie tourne de plus en plus à la guerre civile entre l'armée syrienne régulière et des déserteurs, la Ligue arabe va décider mercredi 27 décembre de dire seize au Conseil de sécurité de l'ONU sur le cas syrien. Il s'agit pour les voisins arabes de Damas d'augmenter la pression sur le président Bachar al-Assad pour qu'il accepte sans condition le plan de déstabilisation de la Ligue arabe sur la Syrie. Le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Jasssem Al-Thani, a toutefois exclu une action militaire « contre Damas. Ce plan, jamais vraiment mis en œuvre par le pouvoir

syrien, a fait l'objet de plusieurs ultimatum de la Ligue. Fin novembre, l'organisation a même adopté des sanctions économiques contre Damas, comme les États-Unis. L'union européenne et la Turquie avaient fait auparavant. De son côté, la Russie, pourtant un allié de longue date du pouvoir de Bachar al-Assad, s'est refusée d'apporter son soutien à ce dernier au Conseil de sécurité de l'ONU. Sa propre résolution critiquant la répression en Syrie. Cette dernière se poursuit : cinq civils ont notamment été tués dans la province d'Idlib, selon l'OSDH.

Les Inrockuptibles (hebdomadaire / weekly) (France)



carnet de route en Syrie

De Damas à Homs, notre reporter a pris le pouls d'un pays écartelé où la population tente de survivre au milieu des combats entre militaires et rebelles.

texte et photo Karim Baïla

Beyrouth. Je décide de passer d'abord par la capitale libanaise où il est plus facile d'obtenir un visa d'entrée qu'à Paris. À l'ambassade de France, on m'a fortement déconseillé de me rendre en Syrie.

Le Quai d'Orsay ne veut pas de journalistes sur place : trop dangereux. L'ambassadeur de France a quitté Damas, il n'y a plus aucun journaliste occidental en Syrie.

À Beyrouth, je cherche des ressortissants syriens, des artistes. Zeid¹, Libanais de 28 ans, est une figure de la scène alternative locale, peut-être le seul qui roule à vélo à Beyrouth. Il me donne rendez-vous dans un café Starbucks du centre-ville. Dès son arrivée, le rappeur demande à changer de lieu : *"Les recettes de Starbucks financent l'armée israélienne. Je ne veux pas cautionner cela, ce n'est pas bon pour mon pays."* Zeid est un artiste engagé. L'une de ses activités : la découverte et la promotion de nouveaux talents issus des printemps arabes qu'il veut faire évoluer sur la scène hip-hop. Sa dernière trouvaille, Youssef, un jeune rappeur qui a fui la Syrie. *"J'ai quitté mon*



A l'entrée de la ville de Douseir, les forces de l'ordre, cibles d'actions sporadiques, sont sur le pied de guerre

pays car j'en avais marre de l'arbitraire et de l'humiliation. La karama (la dignité - ndr), c'est sacré, on ne peut pas vivre sans. Je ne pouvais pas non plus vivre sans dire ce que je pense et ressens."

Enfin, j'obtiens rapidement mon visa. Le gouvernement syrien commence à ouvrir ses portes aux journalistes. Le voyage entre Beyrouth et Damas se passe sans embûche. Les barrages de l'armée sont plus nombreux au Liban qu'en Syrie.

Damas est la plus ancienne capitale au monde. Depuis six mille ans, les peuples s'y mêlent. Contrairement à d'autres capitales, on n'y sent pas de stress. Dans le vieux quartier, les bâtisses sont resplendissantes, l'architecture arabe saisissante. On a l'impression qu'il ne se passe rien ici. Les terrasses des cafés sont bondées. Sur l'une d'elles, je m'installe à côté d'un groupe d'une dizaine de garçons qui jouent aux cartes et fument le narguilé en s'amusant. L'affection qu'ils portent les uns aux autres m'impressionne. Ils m'invitent à boire un thé et à partager leur narguilé. Ingénieurs, comptables ou chômeurs, ils ont entre 20 et 25 ans, un look branché. Ils me parlent de leur pays. Rien à voir avec le sentiment d'humiliation de Youssef, le rappeur réfugié à Beyrouth.

"Il ne faut pas croire tout ce que l'on dit à la télé. Nous vivons très bien ici, le monde entier est contre notre pays, le monde entier veut notre pays." Tous se mettent à crier "Syrie forever". A côté du somptueux souk de la vieille ville, au pied de la grande mosquée des Omeyyades, une centaine de personnes, des chrétiens pour la plupart, manifestent leur soutien au régime. Ils crient : "Nous ne voulons pas la déstabilisation de la Syrie." Ou : "Tous derrière notre Président pour se protéger de l'ingérence étrangère, contre les groupes terroristes qui sèment la terreur." Une femme, croix en main, m'interpelle : "Depuis des siècles, des dizaines de communautés vivent ici en toute harmonie. La Syrie, c'est un miracle. Pourquoi veut-on nous déstabiliser ?"

"la violence fabrique la violence, on ne s'en sort plus"

une mère de famille

Ce n'est pas à Damas que se concentre la contestation. Il faut se rendre dans les bastions de l'opposition, à l'ouest du pays. Douseir est une ville fantomatique, en état de siège. A l'entrée, un check-point de l'armée. Des chars barrent la route. Des militaires filtrent soigneusement chaque passage. Ils arrêtent devant moi un homme avec un sac à dos plein à craquer, ouvrent son bagage, y trouvent on ne sait quoi et l'embarquent illico. Les militaires me déconseillent de franchir la zone tampon : "Quand les rebelles vont voir que vous avez passé notre barrage, ils ne vont pas vous ménager."

Derrière le barrage, c'est une ville morte. Il est 11 h 30, tous les magasins sont fermés. Sur les statues des ronds-points, des inscriptions : "Mort au régime", "Nous ne voulons plus de Bachar el Assad." Me voilà sur la place habituelle des manifestations contre le régime. Un groupe de femmes squatte l'entrée d'une maison, le regard inquiet. "On nous a tué toutes nos vaches et brûlé nos fermes. On n'a plus de quoi vivre." Ce sont des mères de famille. "Au début, les manifestants réclamaient davantage de liberté. Aujourd'hui, la violence fabrique la violence, la haine crée la haine, on ne s'en sort plus..." Une dizaine de jeunes ►

reportage

m'entourent. Il me faut m'expliquer, certifier que je suis journaliste. Visiblement, ils contrôlent le quartier. L'ambiance est tendue. Soudain, deux balèzes, le visage couvert par un foulard rouge et blanc, arrivent en moto : "Venez, on va vous emmener voir l'Armée libre de Syrie."

Nous sortons de la ville. Nous traversons des campements, des hommes en armes viennent renforcer le cortège. Nous coupons une route nationale où trois voitures accidentées demeurent abandonnées au milieu de la voie. Nous parcourons plusieurs kilomètres sur des chemins de terre. Des tirs retentissent au loin. Nous arrivons dans une ferme en pleine nature où se sont réfugiés des hommes de l'Armée libre de Syrie. Méfiants, ils hésitent avant de me donner une interview. Dans la pièce principale, plusieurs entrent et sortent en me fixant dans les yeux. Ils redemandent si je suis vraiment journaliste. Un homme plus âgé qui se présente comme le chef accepte de me parler.

"Bachar el Assad se prend pour Dieu, on n'en veut plus. C'est un régime fasciste qui assassine. Ils ont tué des médecins, des avocats... Même un pauvre jeune qui filmait les manifs avec son portable." Plusieurs hommes se joignent à la conversation. "Dans les manifs, ils ont utilisé des batteries anti-aériennes contre la foule, les militaires tirent et s'ils ne le font pas, ce sont les policiers qui leur tirent dessus..." L'homme enturbané hausse la voix : "Le régime provoque la guerre civile entre communautés..." Soudain, la conversation s'interrompt. On me demande de partir : l'armée régulière arrive. Je quitte Douseir pour Homs, la deuxième ville rebelle de Syrie. Là aussi, la route est semée de barrages de l'armée. J'arrive en début d'après-midi. Il règne une drôle d'ambiance. Dans les rues, des gens courent : les rebelles viennent de tuer deux policiers au milieu de la voie. Une heure plus tôt, un bus de voyageurs a été mitraillé. Les habitants quittent le centre-ville à vive allure.

J'ai rendez-vous avec une famille chrétienne dans le quartier le plus dangereux de la ville qu'on appelait le quartier des touristes. Aujourd'hui, c'est le quartier de la mort. Sur tout le parcours, j'entends des tirs : panique dans une circulation anarchique, tout le monde veut rentrer chez lui le plus vite possible.



A Damas, les jeunes chrétiens ont peur de l'avenir : "On craint la montée des salafistes (qui veulent retrouver l'islam des origines - ndr) et des groupes armés d'insurgés qui veulent le chaos."

dans la rue, les gens courent. Les rebelles viennent de tuer deux policiers sur la voie

Un militaire montre des munitions sophistiquées d'origine étrangère lancées sur une caserne



A Homs, les insurgés harcèlent les forces de l'ordre en créant un climat de terreur, notamment en brûlant des véhicules

Rachid, mon hôte, m'attend avec inquiétude sur le pas de sa porte. Il me fait entrer à toute vitesse dans l'appartement. Il est à peine 15 heures, l'heure du couvre-feu. *"J'ai eu très peur pour vous. Depuis hier, les fusillades s'intensifient. Nous sommes cloîtrés ici depuis midi, on n'a pas pu sortir pour acheter à manger."* Réfugiées dans un quatre pièces, trois familles vivent dans la peur. Salima ne cesse de faire craquer ses phalanges : *"La semaine dernière, nous avons dû fuir la rue de la mort où nous habitons. Un soir, des terroristes ont défoncé la porte et nous ont fait partir pour s'installer et combattre l'armée."*

Pendant la conversation, on entend toujours des tirs. Salima rassure la petite Nora qui sursaute au moins bruit. *"Cette année, il n'y aura pas de Noël pour les enfants, on a reçu des messages d'avertissement dans les boîtes aux lettres, qui nous interdisent entre autres de décorer les façades de nos maisons."* Rachid fume cigarette sur cigarette. *"On ne vit plus. Dès la nuit tombée, ils coupent l'électricité pour pouvoir patrouiller dans les ruelles. Ils ne sont même pas d'ici. J'en ai vu un en combinaison noire, cagoulé, il avait un fort accent libanais. Il donnait des ordres aux autres en disant que c'était lui, l'armée. Il y a deux jours, ils ont tué d'une balle dans la tête l'un de mes amis : il ne voulait pas leur donner sa voiture. A l'intérieur de sa VW, ils ont trouvé un drapeau syrien, ils l'ont enroulé dedans et l'ont laissé sur le trottoir."*

La femme de Rachid renchérit : *"Ces gangs tirent sur l'armée et les gens pour semer la terreur. On vit l'enfer depuis début novembre, cloîtrés dans nos maisons avec la crainte perpétuelle de recevoir une balle à travers les fenêtres."*

Il est 19 heures, Rachid est gêné de devoir me demander de partir : *"S'ils apprennent que nous parlons à un journaliste, c'est fini pour nous!"* Il m'accompagne dans une maison vide dont il a les clés. Dehors, les tirs d'armes automatiques accompagnent le bruit des bombes. Pas un chat dans les rues noires. Nous rasons les murs sans faire de bruit. Homs, la nuit, c'est le théâtre de la guerre. Je dors dans l'angoisse des tirs qui se rapprochent toujours plus près. Le jour se lève à 6 heures. Toujours personne dans les rues. A partir de 9 heures, quelques véhicules commencent à circuler, des bus scolaires à peu près vides. Dans l'école proche de la maison, une classe sur deux semble abandonnée. Dans la salle de cantine, réunis autour du chauffage à bois avec des parents fatigués, des professeurs sont au chômage technique faute d'élèves. Une maman tremble encore : à 2 heures du matin, Fatima a vu la mort de près. Un tir de lance-roquettes a détruit la façade de son appartement. *"L'Apocalypse! On entendait des rafales de tirs, puis cette bombe a frappé notre maison. On ne sait pas qui a tiré. Nous sommes tous ▶"*

quelle situation en Syrie ?

déjà 4 000 morts

Inspirées par les révolutions tunisienne et égyptienne, les premières manifestations éclatent le 15 mars à Damas et le 18 à Deira, l'un des foyers actifs de la contestation avec la ville d'Homs. Les protestataires demandent des réformes démocratiques et, très vite, le départ du président Bachar el Assad. Un cycle répression sanglante/manifestations se met en place. L'armée régulière et les moukhabarat - la police politique - emploient tous les moyens pour contenir un soulèvement qui gagne la majeure partie du pays ; selon l'ONU, la répression aurait déjà fait 4 000 morts. Les sanctions internationales, qui se heurtent au veto chinois et russe, n'ont guère d'impact. La Ligue arabe tente d'intervenir, avec pour seul résultat, pour le moment, un isolement grandissant du régime contrôlé par la minorité alaouite.

l'avenir de la révolution

Si le soulèvement est principalement le fait de la majorité arabe sunnite (59 % de la population), il a aussi des racines sociales : chômage de masse, démographie galopante et dégradation des services sociaux. Craignant une prise du pouvoir des sunnites et "choyés" par le régime, les autres minorités, confessionnelles ou non (druzes, chrétiens, Kurdes...), restent à l'écart de la contestation.

Quel peut être l'avenir de la révolution dans ce pays-mosaïque ? A entendre Bachar el Assad mercredi dernier sur la chaîne américaine ABC, le chef de l'Etat syrien parait, comme l'affirme le département d'Etat US, avoir perdu "tout contact avec la réalité" quand il nie sa responsabilité dans la répression d'une insurrection qui se militarise chaque jour un peu plus. La stratégie du pire dans ce pays pauvre en hydrocarbures mais qui a un rôle clé dans l'équilibre régional. Ch. Mollo

terrorisés. Ce matin, quand j'ai amené mon fils à l'école, il y avait des morts partout dans les rues, des voitures brûlées. J'ai failli rentrer mais je ne vais pas empêcher mon fils d'aller à l'école."

La dame m'emmène constater les dégâts. Il est 11 heures, tous les commerces sont fermés excepté une boulangerie où plusieurs personnes font la queue. Nous sommes dans l'ancienne rue des Touristes rebaptisée rue des Morts. Partout au sol des flaques de sang. Nous arrivons au domicile de Fatima. Solidaires, des voisins tentent de réparer les dégâts. L'appartement de Fatima est à quelques mètres d'un camp retranché de l'armée, un centre commercial transformé en caserne. De loin, les militaires ont détecté la présence d'un étranger. Ils viennent vers nous, kalachnikov au poing. Tout le monde a peur. Ils m'emmènent au poste pour une vérification d'identité.

Les militaires ont les traits tirés, n'ont pas dormi de la nuit. Dans le bureau du chef, des tasses de café entassées et des cendriers pleins. J'en profite pour poser des questions sur la nuit de combats. Le chef accepte de parler avec moi : *"Hier, nous avons reçu seize tirs de lance-roquettes. Comme les tireurs ne savent pas viser, les obus atterrirent chez des habitants."* Je lui rétorque que selon les opposants, c'est l'armée qui tue la population. *"Nous, nous tuons les terroristes. Hier, des dizaines de combattants venus du Liban ont investi le quartier pour en découdre avec nous, ils s'habillaient en militaires et sèment la terreur. Nous avons passé une nuit infernale."* Il me montre des fragments de bombes et s'exclame : *"Quel intérêt aurions-nous à tirer sur la population ? Nous serions tellement mieux dans nos casernes, nous ne voulons pas la guerre civile."*

Je sors de la caserne improvisée et reprends mon périple dans la rue des Morts. Un commerçant que j'avais croisé souhaite me parler. Il m'emmène dans son local et ferme le rideau de fer : *"Regardez, il y a eu des tirs dans mon magasin. On n'en peut plus de cette situation. La population est prise en otage. On ne veut plus vivre tous les soirs une guerre sans pitié."*

Je quitte Homs sur une vision atroce : un corps, sur le trottoir, découpé en morceaux. Des passants vont et viennent sans y prêter attention. ■

1. tous les prénoms ont été changés

34 les_independances 14.12.2011

A Homs, un civil a été égorgé sur le trottoir pour avoir refusé de céder son véhicule à un groupe armé



Un enfant traumatisé passe devant un corps découpé en morceaux

à Homs, à 11 heures, les magasins restent fermés. La rue des Touristes a été rebaptisée rue des Morts



A l'hôpital de Homs, le lendemain d'une nuit de guerre, une dizaine de cadavres sont entposés dans les couloirs. Il n'y a plus de place à la morgue

Free Syrian Army commanded by Military Governor of Tripoli

by *Thierry Meyssan*

In the wake of the "Arab Spring" and NATO interventions, both official and secret, Qatar seeks to impose Islamist leaders wherever possible. This strategy has led it not only to fund the Muslim Brotherhood and to hand *Al-Jazeera* over to them, but also to support Al Qaeda mercenaries, who will henceforth oversee the Free Syrian Army. However, this new scenario raises serious concerns in Israel and among the supporters of the "clash of civilizations."

VOLTAIRE NETWORK | 19 DECEMBER 2011

FRANÇAIS ESPAÑOL ITALIANO DEUTSCH



Aidel Hakim Belhaj, historic leader of Al Qaeda in Libya, Military Governor of Tripoli, chief of the Free Syrian Army.

The UN Security Council members are at loggerheads over the interpretation of the events that are rocking Syria. On one hand, France, the United Kingdom and the United States claim that a revolution has swept the country, in the aftermath of the "Arab Spring", and suffering a bloody crackdown. On the other hand, Russia's and China's take is that Syria is having to cope with armed gangs from abroad, which it is fighting awkwardly thereby causing collateral victims among the civilian population it seeks to protect.

The on-the-spot investigation undertaken by *Voltaire Network* validated the latter interpretation [1]. We have collected eyewitness testimonies from those who survived an armed attack by a foreign

recognizable by their accent, as well as Pashtun.

In recent months, a certain number of Arab newspapers, favorable to the Al-Assad administration, discussed the infiltration into Syria of 600 to 1,500 fighters from the *Islamic Fighting Group in Libya* (IFGL), rebranded *Al Qaeda in Libya* since November 2007. In late November 2011, the Libyan press reported the attempt by the Zintan militia to detain Abdel Hakim Belhaj, companion of Osama Bin Laden [2] and historic leader of *Al Qaeda in Libya*, who became military governor of Tripoli by the grace of NATO [3]. The scene took place at Tripoli airport, as he was leaving for Turkey. Finally, Turkish newspapers mentioned Mr. Belhaj's presence at the Turkish-Syrian.

Such reports have been met with disbelief on the part of all those who regard *Al Qaeda* and NATO as irreconcilable enemies between whom no cooperation is possible. Instead, they reinforce the thesis which I have defended since the attacks of September 11, 2001, that *Al Qaeda* fighters are mercenaries of the service of the CIA [4].

Who is telling the truth?

For the past week, the Spanish royalist newspaper *ABC* has published a daily report by photographer Daniel Iriarte. This journalist is with the Free Syrian Army (FSA) in the north of the country, right on the Turkish border. Iriarte champions the cause of the "revolution" and can never find words harsh enough against "Al-Assad regime."

The Free Syrian Army is made up of more than 20 000 people, according to its political chief Colonel Riyadh al-Asaad, but of only a few hundred when listening to the Syrian authorities [5].

However, in the Saturday edition dated 17 December 2011, Daniel Iriarte describes an encounter that shocked him. While his FSA friends were taking him to a new hideout, he came across some foreign insurgents: three Libyans [6].



Mahdi al-Harati, commander of the Tripoli Brigade, resigned from his functions as deputy chief of the Military Council in Tripoli to oversee the Free Syrian Army.

lived in Ireland before joining *Al Qaeda*. At the end of the Libyan war, he was named commander of the Tripoli Brigade, then number 2 of the Tripoli Military Council headed by Abdel Hakim Belhaj. He resigned from this function, according to some because of a dispute with the Transitional National Council, according to others because he wanted to go back to Ireland to join his Irish wife [7]. The truth is that he headed for Syria.

Even stranger: a member of *Al Qaeda* was among the pro-Palestinian activists, in June of last year, on board the Turkish ship *Mavi Marmara*. Numerous secret service agents, especially US, had infiltrated the "*Freedom Flotilla*" [8]. He was wounded and held prisoner for nine days in Israel.

Finally, during the Battle of Tripoli, al-Mahdi Harati commanded the *Al Qaeda* group that besieged and attacked the Rixos hotel, where I was staying with my *Voltaire Network* companions and the international press, and whose basement served as a shelter for the leaders of the *Jamahiriyah* under the protection of the custody of Khamis Gaddafi [9]. According to the latter, Mahdi al-Harati was being briefed by the French officers on the ground.

The second Libyan that the Spanish photographer in the Syrian army is none other than Kikil Adem, a lieutenant of Abdel Hakim Belhaj. As for the third Libyan, nicknamed Fouad, Daniel Iriarte was not in a position to identify him.

Iriarte's testimony dovetails with what the Arab anti-Syrian press has been claiming for weeks: the Free Syrian Army is overseen by at least 600 "volunteers" from *Al Qaeda* in Libya [10]. The entire operation is run by Abdel Hakim Belhaj in person with the help of the Erdogan government.

How can it be explained that a daily newspaper as anti-Assad as *ABC* has decided to publish the testimony of its special envoy, who sheds light on the nauseating methods employed by NATO and confirms the Syrian government's thesis of armed destabilization? The fact is that for a week, certain advocates of the clash of civilizations have been riling against a set-up which includes Islamic extremists in a "free world" strategy.

Writing on *CNBC Guest Blog* [11], former Spanish Prime Minister Jose Maria Aznar revealed on 9 December 2011 that Abdel Hakim Belhaj was suspected of complicity in the attacks of 11 March 2004 in Madrid [12], an event that put an end to Aznar's political career.

Mr. Aznar's outing goes hand in hand with the intervention made by his friends from the Jerusalem Center for Public Affairs, the think tank headed by former Israeli ambassador to the UN Dore Gold [13]. They publicly voice their doubts about the validity of the current CIA strategy to place Islamists in power throughout North Africa. Their criticism is aimed against the secret society of the

two Libyan figures: Abdel Hakim Belhadj and his friend Sheikh Ali Al-Salibi. The latter is regarded as the new leader of Libya [14]. The two men are deemed to be the pawns of Qatar in the new Libya [15]. It was also Sheikh Salabi who distributed \$ 2 billion of Qatari funds to help Al-Qaeda in Libya [16].



Sheik Ali Salabi, spiritual guide of Al Qaeda in Lybia, Abdel Hakim Belhaj's mentor, and strong man of the "new Libya."

Thus the contradiction that was desperately kept hidden for the past decade returns to the surface: the mercenaries, formerly paid by Osama Bin Laden, have never stopped working in the service of US strategic interests since the first war in Afghanistan, including the period of the September 11 attacks. Yet they are portrayed by Western leaders as implacable enemies.

It is likely that the objections of Mr. Aznar and the Jerusalem Center for Public Affairs will be overridden by NATO, as were those raised by AFRICOM commander General Carter Ham. At the beginning of the war Libya, he was incensed at having to protect jihadists who had gone to slaughter GIs in Iraq.

Detached from reality, the UN Counter-Terrorism Committee (aka "Committee pursuant to resolution 1267") and the US Department of State still have on their black list the organization of Abdel Hakim Belhaj and Sheik Salabi under its former label of Islamic Fighting Group in Libya. It would appear that is it the duty of every State to arrest these individuals if they enter their territory.

Thierry Meyssan

De Morgen (Belgique)

Protesten tegen regime in Damascus scherpen bestaande geschillen in buurland aan

Onrust Syrië zet Libanon op scherp



■ Betogers in de Libanese stad Tripoli steken een foto van de Syrische president Bashar al-Assad in brand.

Het voortdurende geweld van het Assad-regime in Syrië is ook voelbaar in het aanpalende Libanon. Een aanslag op Franse VN-militairen in Zuid-Libanon is daar slechts het laatste voorbeeld van.

DOOR REMCO ANDERSEN IN BEIROET

Toen een explosie in het zuiden van Libanon eerder deze maand vijf Franse VN-militairen verwondde, wees Frankrijk al snel naar Syrië. Het regime in Damascus zit "ongetwijfeld" achter de aanval, zei de Franse minister van Buitenlandse Zaken. Frankrijk is voorvechter van VN-actie tegen Syrië en Damascus wilde laten zien dat ze dat duur kan komen te staan, reedeneerde de minister kennelijk. Hij voegde er fijntjes aan toe dat het regime van Assad doorgaans de Libanese islamistische groep Hezbollah gebruikt voor dit soort "boodschappen."

Syrië maakte als bezetter dertig jaar lang de dienst uit in Libanon, totdat een opstand in 2005 Damascus dwong zijn troepen terug te trekken. Maar samenleving en politiek zijn hier nog altijd verdeeld in voor- en tegenstanders van het regime van Assad. Wat in Syrië gebeurt, dreunt door in Libanon.

In het noorden zijn duizenden Syrische vluchtelingen neergestreken. Troepen van het regime in Damascus steken met enige regelmaat kortstondig de grens over op jacht naar gedeserteerde soldaten, of schieten richting Libanon. Sinds het begin van de opstanden zijn ook verschillende Syrische politieke dissidenten spoorloos verdwenen in Libanon, naar

Libanese sjiiten steunen Assad, soennieten staan achter Syrische protestbeweging

verluidt soms met medewerking van leden van een van de Libanese veiligheidsdiensten.

Intussen verergeren de aanhoudende protesten tegen het regime in Damascus bestaande geschillen in Libanon. Groot was bijvoorbeeld het vermaak - en de schaamte - onder Libanezen toen vorige maand een pro- en een anti-Syrische politicus tijdens een talkshow met elkaar op de vuist gingen, onderwijl de meest profane taal naar elkaar slingerend.

De kleine knokpartij geeft aan dat Libanon aardig op scherp staat, nu Syrië verder naar een burgeroorlog langs sektarische lijnen toe glijdt. In Syrië komt de grotendeels soennitische bevolking in opstand tegen een regime geleid door een sjiitische minderheidsgroepering. Libanon heeft dezelfde religieuze groepen, en kent daarbij een geschiedenis van sektarisch geweld - met als dieptepunt de Libanese burgeroorlog van 1975 tot 1989.

"In Libanon bekijkt men de Syrische opstanden vanuit sektarisch oogpunt", zegt Imad Salamey, een politicoloog verbonden aan de Lebanese American University. "De belangrijkste scheidslijn is tussen sjiitische moslims, geleid door Hezbollah, die het regime in Syrië steu-

nen, en soennitische moslims die de opstanden steunen." De christenen, een andere belangrijke groep, zijn verdeeld.

De val van het Assad-regime zou het verlies van een steunpilaar betekenen voor Hezbollah, dat geld en wapens ontvangt van Syrië en Iran. De soennieten in Libanon, die in de politieke oppositie zitten, hopen dat de opstand van de voornamelijk soennitische bevolking in Syrië hun positie zal versterken, ten koste van de macht van hun tegenstanders.

En dus sluizen soennitische groepen in Libanon naar verluidt wapens naar Syrische rebellen, terwijl de regeringscoalitie onder leiding van Hezbollah haar best doet om loyaal aan Syrië te blijven. Dat leidde vorige maand nog tot een kleine kabinetscrisis toen Libanon tegen de plannen van de Arabische Liga om Syrië te schorsen stemde.

Maar ook op straat echoot de strijd in

Syrië door. De Syrische leider Assad en de meesten van de mensen om hem heen zijn alawieten, een sjiitische minderheidsgroep in Syrië. Ook in Libanon is een klein aantal alawieten, hoofdzakelijk in de noordelijke stad Tripoli. Daar verkeren ze vanuit een wijk op een heuveltop voortdurend op voet van oorlog met radicale soennieten in de wijk ernaast.

De laatste uitbarsting kwam in juni, toen soennieten die demonstreerden tegen het Syrische regime in een veldslag met alawieten verwickeld raakten. Zes mensen werden gedood. Geweld op die schaal kwam sindsdien niet meer voor; religieuze en politieke leiders aan beide kanten doen hun best om tot kalmte op te roepen, tot nu grotendeels succesvol. Maar terwijl Syrië brandt, smelt het kleine Libanon. Het toenemende geweld in Syrië zal de Libanese capaciteit voor kalmte nog danig op de proef stellen.

Syrië wil internationale waarnemers toelaten

Syrië zal in de komende 24 uur het akkoord tekenen om internationale observatoren toe te laten in het land. Dat heeft Yusuf ben Alawi, de minister van Buitenlandse Zaken van Oman, verklaard. In de Qatarese hoofdstad Doha is dit weekend een overleg aan de gang over de situatie in Syrië. Daar wordt het protest tegen de machthebbers

al negen maanden lang bloedig onderdrukt. Als Syrië geen akkoord sluit met de Arabische Liga, wil die laatste de verantwoordelijkheid over de veiligheid in het land overdragen aan de Verenigde Naties. Dat kan mogelijk woensdag al gebeuren bij de volgende bijeenkomst van de Liga. De repressie door president Bashar al-Assad heeft

volgens een schatting van de VN al minstens vijfduizend levens geëist sinds maart. Zaterdag werden volgens Syrische activisten weer 21 burgers gedood door troepen van het regime. Volgens de Europese Hoge Commissaris voor Buitenlandse Zaken Catherine Ashton neemt het risico op een uitgebreid gewapend conflict toe. (AFP)

Neue Zuecher Zeitung (Suisse / Switzerland)

Die Araber drohen Asad mit der Uno

Anzeichen einer Annahme des arabischen Friedensplans durch Damaskus

Russland und die Araber drohen, die Syrien-Frage den Vereinten Nationen vorzulegen. Arabische Aussenminister zeigten sich optimistisch, dass Damaskus ihren Friedensplan unterschreibt.

Jürg Bischoff, Kairo

Die Arabische Liga will am Mittwoch entscheiden, ob sie zur Unterstützung ihres Plans zur Bewältigung der Krise in Syrien den Sicherheitsrat der Uno anrufen will. Damit antworten die Araber einerseits auf die bisherige Weigerung von Damaskus, den Plan zu unterschreiben, und andererseits auf einen Resolutionsentwurf, den Russland im Sicherheitsrat eingebracht hat. Es gibt Anzeichen, dass der Druck auf Damaskus zu wirken beginnt.

Der Irak vermittelt

Wenn die syrische Krise in zwei Monaten nicht gelöst sei, sagte der katarische Ministerpräsident Hamad bin Jassim Al Thani, werde sie nicht mehr unter arabischer Kontrolle sein. Scheich Hamad sprach nach einem Treffen der Syrien-Kommission der Liga, die am Samstag in Dauha zusammengetreten war, obwohl ein Treffen aller arabischen Aus-

senminister abgesagt wurde. Damaskus hatte den Plan in Prinzip angenommen, aber verschiedene Bedingungen gestellt, darunter die Aufhebung des Wirtschaftsboykotts gegen Syrien.

Der irakische Ministerpräsident Maliki schickte am Samstag seinen Sicherheitsberater Falah al-Fayad zu Asad, um dem arabischen Friedensplan zum Durchbruch zu verhelfen. Nach seinem Treffen mit dem syrischen Präsidenten sagte Fayad, die Gespräche seien positiv gewesen und der Irak werde sich weiter darum bemühen, Regime und Opposition ins Einvernehmen zu setzen. Am Sonntag erklärten laut einem Bericht des TV-Senders al-Arabiya sowohl der katarische Ministerpräsident wie auch der omanische Aussenminister, sie seien optimistisch, Damaskus werde den Friedensplan vor Mittwoch unterzeichnen.

Die Sanktionsdrohungen der Liga allein waren nicht sehr wirksam, weil Syriens Nachbarländer Irak, Jordanien und Libanon zu verstehen gaben, dass sie den Boykott aus Rücksicht auf ihre wirtschaftlichen Interessen nicht umsetzen würden. Russlands Resolutionsentwurf, obwohl er den Konflikt gemäss den Vorgaben aus Damaskus als Auseinandersetzung zwischen Behörden und bewaffneten Gruppen darstellt, hat aber die Gefahr einer Internationalisierung der syrischen Frage erhöht, den die Syrer wie die Araber vermeiden wollen.

Unter Druck geriet die Liga auch vonseiten der syrischen Opposition. Die Demonstranten, die am letzten Freitag in den aufständischen Städten und Dörfern auf die Strasse gingen, riefen: «Die Arabische Liga tötet uns!» Die Führer der Freien Syrischen Armee (FSA) fordern immer nachdrücklicher eine Flugverbotszone über Syrien. Dies würde ihnen ermöglichen, ganze Gebiete unter ihre Kontrolle zu bringen, in denen Deserteure der Armee Zuflucht fänden und für den Kampf gegen das Regime vorbereitet würden.

Guerillakrieg?

Die von der Rebellenarmee verfolgte Strategie des Guerillakriegs wird vom Syrischen Nationalrat (SNC), der aktivsten oppositionellen Organisation im Ausland, nicht geteilt. Bei einem Treffen zwischen SNC- und FSA-Führern vor drei Wochen verpflichtete der SNC die aufständischen Militärs dazu, nicht offensiv gegen Behörden und Armee vorzugehen. Wie mehrere Angriffe auf syrische Truppen in den letzten Tagen zeigten, hält sich die FSA aber nicht an dieses Versprechen. Die Ablehnung offensiver Militäraktionen durch den SNC ist wohl dem Druck arabischer und westlicher Regierungen zuzuschreiben, welche die unabsehbaren Folgen eines Bürgerkriegs in Syrien fürchten.

Publico (Portugal)

Iniciativa árabe **Plano para a paz na Síria na ONU?**

● Falando em nome da Liga Árabe, o ministro dos Negócios de Estrangeiros do Qatar, Hamad bin Jassim al-Thani, disse ontem que a organização poderá recorrer ao Conselho de Segurança das Nações Unidas para pôr em prática o seu plano para o fim do conflito na Síria, e que o Presidente Bashar al-Assad tem recusado.

A Liga Árabe, que impôs já sanções contra a Síria numa tentativa de pôr fim à violência que dura há nove meses e já fez mais de 5000 vítimas, ainda mantém negociações com o regime de Assad para o envio de uma missão internacional de observação.

Ontem, o governante qatari não escondeu a sua frustração com a resposta de Damasco, avisando que a janela de oportunidade estava prestes a encerrar. “Se este assunto não ficar resolvido nas próximas semanas, deixará de estar sob o controlo dos árabes”, avisou, esperando que “os irmãos da Síria” assinem o acordo negociado pela Liga Árabe.

Na quarta-feira, os ministros daquela organização vão decidir se endossam o seu plano ao Conselho de Segurança da ONU, com um pedido para que “adopte a iniciativa árabe em vez das resoluções de outros países”. “Não estamos a falar em acção militar”, precisou Hamad. A Rússia e a China, que têm travado a adopção de resoluções mais duras contra Damasco, anunciaram a sua intenção de apresentar novos rascunhos ao Conselho de Segurança.

The Daily Mail on Sunday (Royaume-Uni / United Kingdom)

Shocking images – including abuse of children – to be shown after watershed



BEATEN: The mayor of an area in Idlib province is foot-whipped



BRUTAL: Teacher Loay Abdul Hakim al-Amer is stamped on



TROPHY FOOTAGE: Film of one protester being attacked

Channel 4: We'll screen proof of Syrian torture

The complete broadband deal from BT.

McAfee Family Protection

24/7 Freephone customer support

3 million free wi-fi hotspots

Personalised speed estimate

Unlimited UK* Evening & Weekend Calls

Smart Wireless™ Home Hub

FREE for 3 months, £13 a month thereafter.

SOME of the most graphic images ever to be shown on British television will be screened tomorrow night.

Channel 4 is planning to broadcast shocking film of protesters – including children, teachers and a mayor – allegedly being beaten by members of Syria's secret police.

It claims the images provide 'irrefutable prima facie' evidence that President Bashar al-Assad's regime is torturing its citizens.

Executives have sanctioned the broadcasting of the footage after the 9pm watershed but it was deemed too explicit for the station's early evening news.

Instead, the documentary, entitled Syria's Torture Machine and presented by Jonathan Miller, will be shown at 11.10pm.

Siobhan Sinnerton, Channel 4's current affairs commissioning editor, said: 'Assad's government has denied accusations of torture. This film aims to establish, through forensic analysis, the extent to which torture is systematic.'

The UN estimates 5,000 Syrians have been killed and 50,000 tortured since the Arab Spring uprising spread to the country in March. More than 30,000 videos showing violent repression have been put on the internet, which Assad's regime insists are faked.

Now Channel 4 has investigated some of that footage and claims it has verified it, presenting strong evidence that the regime is committing crimes against humanity.

The revelation is expected to cause shockwaves and revulsion

By **Claudia Joseph**

around the world. Mr Miller said: 'We got a group of independent experts, including an exiled former member of the security forces, Syrian translators, a forensic pathologist, a specialist doctor and IT experts to examine the footage.'

'The result is a grotesque collection of verified videos which we believe shows the regime is committing crimes against humanity.'

'The film is too horrific to broadcast on pre-watershed news but we believe it is too important not

'This is happening on an industrial scale'

to show. The world has to know what's going on in Syria. It's torture on an industrial scale. And it's going on right now.'

The images were allegedly sourced from 'trophy' footage taken by officers from the four main pillars of the secret police – military intelligence, air force intelligence, the political security directorate and the general security directorate – and mobile phone footage made by protesters and family members.

Perhaps most shocking is what Channel 4 believes is trophy footage of teacher and father-of-six Loay Abdul Hakim al-Amer being tortured and killed. His ankles are

bound to an assault rifle so that the soles of his feet can be whipped by Special Forces soldiers.

'Film me while I'm hitting him,' one soldier orders. 'Shall I shoot him and get rid of him?' another yells. Five days later his body was returned to his family bearing the tell-tale marks of torture.

In another piece of suspected trophy footage, a blindfolded man, his hands tied behind his back, is allegedly kicked and stamped on by soldiers with Alawite accents – the minority Shia Muslim sect to which the President and the army's officer corps belong. 'Kick him, kick him,' one says.

A third shows the mayor of a district in Idlib province being subjected to a foot-whipping technique known as falaqa.

The footage is believed to have been filmed by soldiers from the elite 4th Armoured Division, which is commanded by Assad's brother Maher. The victim is seen passing out after being kicked in the head.

Professor Derrick Pounder, a forensic pathologist at Dundee University, reviewed 20 videos for the film and concluded: 'It is crude, physical violence in an extreme form.'

'It would suggest that what was happening was on a wide scale and is carried out with impunity.'

The Mail on Sunday contacted the Syrian Embassy about the film but staff did not respond.

● Syria's Torture Machine, Channel 4, 11.10pm on Monday.

Journal de Montréal (Canada)

RÉPRESSION EN SYRIE

La Ligue arabe envisage de saisir le Conseil de sécurité

DAMAS | (AFP) La Ligue arabe a annoncé hier envisager de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie, où la répression de la révolte ne connaît pas de répit malgré des pressions internationales toujours grandissantes.

La Ligue arabe, qui semblait pourtant optimiste dans la matinée, a haussé le ton dans l'après-midi contre le régime du président Bachar al-Assad, dont la répression a fait 27 morts hier selon des militants et plus de 5 000 morts en neuf mois selon une estimation de l'ONU.

« Les ministres arabes des Affaires étrangères qui se réunissent le 21 décembre vont discuter » de la saisine au conseil de sécurité, a déclaré le premier ministre du Qatar, Hamad ben Jassem Al-Thani, à l'issue d'une réunion à Doha du comité ministériel de la Ligue arabe sur la Syrie.

La démarche auprès de l'ONU est destinée à « faire adopter les décisions arabes plutôt que d'autres », a-t-il ajouté, en référence à une proposition de résolution de la Russie, jugée insuffisamment sévère pour Damas par plusieurs pays occidentaux.

Pas d'espoir de sortie de crise

Cheikh Hamad a justifié cette démarche par ce qu'il a qualifié de « tergiversations de la Syrie ». En l'« état actuel, il n'y a pas le moindre espoir pour sortir de la crise », a-t-il souligné.



PHOTO REUTERS

■ Les États membres de la Ligue déplorent les « tergiversations » du régime du président contesté Bachar al-Assad.

Dans le même temps, une délégation irakienne s'est rendue hier à Damas pour tenter une médiation.

Sur le terrain, 27 personnes ont été tuées hier par les forces de sécurité.

Huit civils ont péri lors de perquisitions dans le village de Kafarchams, près de Deraa. Treize autres, dont une fillette de sept ans, ont été tués à Homs et dans sa région. Cinq civils, dont deux enfants, sont morts quand les forces de l'ordre ont tiré à l'aveugle dans un village près d'Idleb. Et un jeune homme a été tué à Zabadani, près de Damas.

Washington Post (USA)

Arab League considers turning to U.N. over violence in Syria

Ministers to meet this week as more than 50 are killed in clashes

By Bassam Mebrek

BEIRUT — The Arab League has given Syria until Wednesday to allow observers into the country or else it will probably turn to the U.N. Security Council for action in

try to end the deadly violence against government opponents, Qatar's prime minister said Saturday.

Hamad Bin Jasin Bin Jaber al-Thani said in Qatar that Arab League ministers will hold a "decisive and important" meeting in Cairo on Wednesday to decide on their next steps. He said there is "near unanimity" on taking the Arab League's plan to the Security Council. In the hope that the world body can bring more pres-

sure to bear on Damascus to accept it, Syria has demanded changes to the proposal, which calls for an end to the government's crackdown.

"We hope that the brothers in Syria sign before that date," Hamad said, referring to Wednesday's meeting.

The violence erupted Saturday. The British-based Syrian Observatory for Human Rights said security forces fatally shot at least 20 people, most of them in the

restive central province of Hama, which has been the scene of intense protests and clashes since the uprising against President Bashar al-Assad began in March.

Another activist group, the Local Coordination Committees, said 34 people were killed, including eight army defectors. It did not say where the defectors were killed, but there have been reports of clashes in the northwestern province of Latakia.

The United Nations has been

waiting for word from the Arab League before moving ahead with a resolution on Syria. A clear end from Syria's Arab neighbors could ease Russian and Chinese opposition to sanctions. Both nations have veto power at the Security Council.

The Arab plan calls for Syria to halt its crackdown, hold talks with the opposition and allow in Arab observers to ensure compliance with the deal. It does not call for foreign military intervention.

as happened in Libya.

"We will not put forward a initiative. We will put forward the Security Council the initiative and Arab resolution Hamad said. "We are not spee ing about military intervention

The 22-member League also suspended Syria's membership and imposed sanctions. It has been divided over whether to seek the help of the international community beyond the Arab world. Hamad's remarks meeting in Qatar indicate that the camp objecting to a military intervention might be a strong position. Associated Press



Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Arabs may take Syria peace plan to UN

*Qatar voices frustration at Assad's failure to comply
• Arab League to meet Wednesday to decide next step*

• By DOMINIC EVANS

BEIRUT (Reuters) – Arab states may take their proposals for ending Syria's crackdown on protests to the UN Security Council this week unless Damascus agrees to implement the initiative, Qatar's foreign minister said on Saturday.

Expressing frustration that Syria had not carried out the plan, six weeks after it was first agreed upon, Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani said the window for an Arab solution to the crisis was closing.

"If this matter is not solved in the weeks ahead, or couple of months, it will no longer be in Arab control," he told journalists after an Arab ministerial committee meeting in Qatar. "That is what we told the Syrians from the beginning."

Arab ministers are to vote on Wednesday on whether to ask the Security Council to approve the initiative. "I believe that December 21 will be decisive, and we hope that the brothers in Syria will sign [the deal] before this date," Hamad said.

Syria has conditionally approved a plan to send monitors to oversee implementation of the November 2 Arab League initiative, which calls on President Bashar Assad to withdraw the army from urban areas,

release political prisoners and hold talks with opponents.

But Arab League Secretary-General Nabil Elaraby said Damascus was objecting to the League's call for protection of Syrian civilians, saying members of the security forces were also being killed in the turmoil.

The United Nations says Assad's crackdown has killed more than 5,000 people. Authorities blame armed gangs for the violence and say 1,100 soldiers and police have been killed.

The Arab League suspended Syria and declared economic sanctions against Damascus over its failure to implement the initiative, joining the United States, European Union and Turkey that have also imposed sanctions.

Long-time Syrian ally and arms supplier Russia took a step closer to the Western position on Thursday when it presented a surprise draft resolution at the United Nations that stepped up its criticism of the bloodshed in Syria.

Sheikh Hamad said that, in response to Moscow's move, the Arab League would meet on Wednesday to decide whether "to ask the Security Council to adopt the Arab initiative and Arab resolutions instead of resolutions from other states."



SYRIANS SHOUT slogans against President Bashar Assad at a protest in Minsk, Belarus, yesterday. (Vasily Fedosenko/Reuters)

"We are not talking about military action, but we will ask the Security Council to adopt the Arab initiative," Hamad said, adding that Syria should take heed of events in the Arab world where three leaders have been overthrown this year.

"Procrastination and banking on things quieting down or being controlled by security methods will not work," he said.

Any referral of the Arab plan to the United Nations would be likely to anger Damascus, which has accused unnamed Arab countries of trying to set the stage for foreign intervention.

Two days ago, army deserters

killed 27 soldiers and security personnel in the southern province of Deraa, an activist group said. On Saturday, activists said, at least 10 people were killed, most of them in Deraa in clashes between security forces and army rebels.

A delegation from Shi'ite-led Iraq, which opposed the Arab League sanctions and fears unrest in Syria will spill across the border and upset its own sectarian balance, stopped in Damascus on Saturday before traveling on to Cairo.

Assad met the Iraqi delegation, which included National Security Adviser Faleh al-Fayad, and "affirmed that Syria dealt

positively with all proposals submitted to it," the official news agency SANA reported.

"The delegation will present details of the Iraqi initiative to League officials on solving the Syrian crisis after positive discussions which we had with President Bashar Assad during our visit to Syria," a member of the team said on arrival in Cairo, the Arab League headquarters.

Prime Minister Nuri al-Maliki's media adviser, Ali al-Moussawi, earlier told Reuters in Baghdad that the meeting in Damascus was "very good."

The main exile opposition Syrian National Council was meeting in Tunisia on the first anniversary of the self-immolation of a jobless Tunisian graduate Mohamed Bouazizi, the incident that set off a wave of revolts around the Arab world.

Syrian protesters have expressed growing frustration that the Arab League, which surprised many when it suspended Syria and subsequently announced sanctions against Damascus, has since then extended the deadline for Syrian compliance several times.

Hundreds of thousands demonstrated on Friday, according to the opposition Syrian Observatory for Human Rights, under the slogan of "The Arab League is killing us."

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Arab League considers turning to U.N. over violence in Syria

Ministers to meet this week, as more than 50 are killed in clashes

BY BASSEM MEROU

BEIRUT — The Arab League has given Syria until Wednesday to allow observers into the country or else it will probably turn to the U.N. Security Council for action to

try to end the deadly violence against government opponents, Qatar's prime minister said Saturday.

Hamad Bin Jassim Bin Jabr al-Thani said in Qatar that Arab League ministers will hold a "de-escalator and transporter" meeting in Cairo on Wednesday to decide on their next steps. He said there is near unanimity on taking the Arab League's plan to the Security Council, in the hope that the world body can bring more pres-

sure to bear on Damascus to accept it. Syria has demanded changes to the proposal, which calls for an end to the government's crackdown.

"We hope that the leaders in Syria sign before that date," Hamad said, referring to Wednesday's meeting.

The violence erupted Saturday. The British-based Syrian Observatory for Human Rights said security forces fatally shot at least 20 people, most of them in the

refugee central province of Idlib, which has been the scene of intense protests and clashes since the uprising against President Bashar al-Assad began in March.

Another activist group, the Local Coordination Committees, said 54 people were killed, including eight army defectors. It did not say where the defectors were killed, but there have been reports of clashes in the northwestern province of Idlib.

The United Nations has been

waiting for word from the Arab League before moving ahead with a resolution on Syria. A clear road from Syria's Arab neighbors could ease Russian and Chinese opposition to sanctions. Both nations have veto power at the Security Council.

The Arab plan calls for Syria to halt its crackdown, hold talks with the opposition and allow in Arab observers to ensure compliance with the deal. It does not call for foreign military intervention.

as happened in Libya.

"We will not put forward a initiative. We will just forward the Security Council the Arab initiative and Arab resolution," Hamad said. "We are not speaking about military intervention."

The 22-member League also suspended Syria's membership and imposed sanctions. It has been divided over whether to seek the help of the international community beyond the Arab world. Hamad's remarks after an Arab ministerial conference meeting in Qatar indicate that the camp objecting to a military intervention might be gaining strength.

Associated Press



L'Orient-Le Jour (Liban)

Le Liban s'opposera au transfert du dossier syrien au Conseil de sécurité

Selon notre chroniqueur diplomatique Khalil Fleyhane, le ministre des Affaires étrangères Adnane Mansour s'opposera à une éventuelle proposition des ministres arabes de transférer le dossier syrien au Conseil de sécurité de l'ONU. Le ministre Mansour a reçu une invitation pour participer à la réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe qui doit se tenir au Caire le 21 décembre à 11h30, à l'hôtel Fairmont sur la route de l'aéroport, en raison de l'instabilité qui règne actuellement sur la place Tahrir, proche du siège de la Ligue arabe. Cette réunion doit en principe étudier les mesures à prendre au cas où les autorités syriennes refuseraient de signer le protocole des

observateurs proposé par les ministres arabes des AE.

Cette réunion sera précédée d'une rencontre lundi au niveau des représentants permanents des États membres de la Ligue consacrée aux résultats de la réunion samedi à Doha de la commission spéciale pour la Syrie, ainsi qu'au projet d'ouverture d'un bureau de la Ligue en Libye. Les délégués permanents devront aussi écouter le secrétaire général de la Ligue, Nabil el-Arabi, présenter un rapport sur sa dernière visite en Irak.

Au sujet du dossier syrien, les informations parvenues au palais Bustros montrent que la commission aurait déjà préparé un projet prévoyant de remettre le dossier syrien entre les mains

du Conseil de sécurité, si la Syrie ne se décide pas à signer le protocole avant le rendez-vous de mercredi. Mais selon des sources diplomatiques libanaises, ce projet risque de provoquer des divergences importantes entre les ministres arabes, alors que la commission chargée du dossier syrien, présidée par le ministre qatari des AE et ayant pour membres l'Égypte, le Soudan, l'Algérie et Oman, l'a adopté à l'unanimité.

Les mêmes sources diplomatiques précisent que la commission a accéléré son action après que la Russie eut présenté un projet de résolution au Conseil de sécurité, alors que le dossier syrien, selon elles, devrait d'abord être traité par les Arabes.

Damas pourrait accepter des observateurs arabes

Révolte Au moins 20 personnes ont été tuées hier ; la Ligue envisagerait de saisir le Conseil de sécurité.

La Syrie pourrait accepter d'inviter des observateurs étrangers qui se réunissent le 21 décembre pour discuter de la saisine du Conseil de sécurité, a précisé cheikh Hamad al-Ihadi. La démarche auprès de l'ONU est destinée à faire adopter les décisions arabes plutôt que d'autres », a-t-il ajouté, en référant à une proposition de résolution de la Russie, jugée insuffisamment sévère pour Damas par plusieurs pays occidentaux.

Cheikh Hamad a justifié cette démarche par ce qu'il a qualifié de « tergiversations de la Syrie », soulignant qu'en l'état actuel, il n'y a pas le moindre espoir pour sortir de la crise. Ce protocole a fait l'objet de plusieurs ultimatum de l'organisation parvenue, qui a adopté le 27 novembre des mesures à l'encontre de Damas pour son refus de le signer, dont certaines sanctions économiques sont entrées en vigueur. Mais l'Irak, qui s'est déjà démanté, a posé hier une nouvelle initiative. « Nous avons eu dimanche des discussions très positives avec le secrétaire général de la Ligue arabe, qui a soutenu notre initiative complémentaire

à celle de la Ligue arabe pour trouver une solution entre Syriens », a déclaré le conseiller irakien pour la Sécurité nationale, Falah al-Fayyad. « Notre prochaine étape est de lancer notre initiative et cette tâche reviendra à notre ministre des Affaires étrangères, qui en discutera très bientôt les détails (...) à la Ligue arabe et aux parties syriennes », a-t-il ajouté.

Rappelons que samedi, une délégation irakienne s'était rendue à Damas, où elle a rencontré des responsables syriens, avant de se rendre au siège de la Ligue arabe au Caire. M. Fayyad, chef de cette délégation, avait alors évoqué des « entretiens positifs » avec M. Assad, tout en affirmant qu'il était « trop tôt pour parler de résultats ».

Malgré les pressions de toutes parts, la répression se poursuivait hier, faisant au moins 20 tués. Des affrontements meurtriers entre l'armée syrienne régulière et des insurgés se sont déroulés dans le centre et le nord-ouest du pays, où au moins dix civils et six soldats ont trouvé la mort, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme

(OSDH). Dans la province d'Idlib, quatre civils ont été tués par balles dans les localités de Mar Nabal, Saraqeb et Jabal al-Zawla, et les affrontements entre soldats et insurgés se poursuivent pour la seconde journée consécutive dans plusieurs localités de cette région proche de la frontière turque. A Qoussir, dans la région de Hama, des maisons ont été partiellement détruites par des tirs de mitrailleuses lourdes, tandis que de violents affrontements opposaient soldats et insurgés, selon la même source. Au moins six soldats, dont un officier, ont été tués et trois engins blindés détruits, a affirmé l'OSDH, ajoutant que les soldats de l'Armée syrienne libre avaient en outre arrêté deux officiers. L'insurrexion dans la région de Hama, cinq civils ont en outre été tués par des tirs des forces de sécurité, tandis qu'un autre a péri à Dar ez-Zur, a affirmé dans un communiqué l'Observatoire. A Damas, les forces de sécurité ont pénétré dans le quartier de Barsan, menant des perquisitions, tandis que des tirs et des explosions étaient

entendus. Dans la province de Deraa, de violents affrontements ont également opposé l'armée et les insurgés, alors que l'appel à la grève générale lancé il y a une semaine par les militants pro-démocratie était toujours suivi. D'après l'OSDH, les lignes téléphoniques et Internet étaient coupées à Maaret el-Noman, ainsi que l'électricité pendant 12 heures par jour. Et la grève était largement suivie dans la majorité des localités et villages de la province de Deraa. Dans cette même province, les forces armées ont commencé à lever les barrages placés par les habitants dans le cadre de la grève à Tafas, s'aidant de grues pour ouvrir les routes menant à plusieurs villages, selon la même source.

Rappelons que les militants pro-démocratie ont lancé un mouvement de désobéissance civile entraîné par une grève générale le 11 décembre. Ils ont appelé les Syriens à « fermer leurs commerces et leur portes, et à bloquer les routes », afin d'accroître la pression sur le régime.

(Sources : agences et rédaction)

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Gulf officials: Syria set to sign deal

Clashes leave at least six government troops dead near Lebanon's border, activists say

The Al-Arabiya TV channel said it had information from the Qatari prime minister that Syrian President Bashar Assad will sign an observer deal but give no further details. Last month Syria agreed to an Arab League plan but balked at its implementation.

The foreign minister of Oman, speaking to reporters ahead of the meeting, also said Sunday he is "optimistic" that Syria will sign the proposal within 24 hours "and save the Arab world from foreign intervention."

quoted Assad Sunday as saying in front of an Iraqi delegation that Syria has "been positively" with proposals presented because "it's in [Syria's] interest for the world to know what is happening in Syria."

The head of the Iraqi delegation met later Sunday with Arab League chief Nabil Elaraby in Cairo. He told reporters Iraq wished to play "an active role in supporting Arab League efforts" on Syria which he described as the "sole and appropriate framework" to resolve the crisis in Syria.

for Human Rights said an army officer was among the six soldiers killed in the town of Qatari in Idlib province, near the border with Lebanon.

BEIRUT: Gulf officials said Sunday Syria appeared to be heading toward allowing Arab League observers as a step toward ending the conflict ravaging the country, as activists said fresh armed clashes killed at least 15

"We have information that indicates that he will sign the initiative. If this is true or not, we will see," Qatari prime Minister Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani told journalists on the sidelines of a meeting in the Saudi capital Riyadh.

until Wednesday to sign a protocol to allow observers into the country, or else it will likely turn to the United Nations Security Council for action to try to end the deadly violence against regime opponents.

Attacks by Syrian security forces and clashes with gunmen believed to be army defectors continued in Syria Sunday in the latest sign that the uprising may be deteriorating into civil war.

Three armored vehicles were destroyed, and those inside were killed and wounded, "according to the group, which relies on a network of activists inside the country. It said the clashes also resulted in the "partial destruction of some homes."

Heavy gunbattles were also reported Sunday in several villages in the

TURN TO PAGE 11

Gulf officials: Syria set to sign deal

FROM PAGE 1

native Jabal al-Zawiya region in the northern Idlib province near the Turkish border, where many defectors are believed to be operating.

The Observatory and the Local Coordination Committees activist network said at least 15 civilians were killed in clashes and shootings by security forces in civilian areas in the Idlib region, as well as the Jabal al-Zawiya area and the town of Maarat al-Numan in the north.

A man thought to be a young man who was killed when security forces opened fire during a funeral of an activist earlier in the eastern Deir al-Zour province.

The reports could not be confirmed independently, because Syria has banned most foreign correspondents and limited movement around the country.

Syria has seen a sharp escalation in armed clashes recently, raising concerns the country of 22 million is slipping toward civil war nine months into the uprising against Assad.

The Syrian revolt began in mid-March as protesters emboldened by uprisings across the Arab world took to the streets to demand an end to the Assad family's more than 40-year rule. The regime responded with a bloody crackdown that the U.N. says has killed at least 5,000 people.

Speaking after an Arab ministerial committee meeting in Doha Saturday, Qatar's prime minister Sheikh Hamad Bin Jassim Bin Jaber al-Thani said Arab foreign ministers will hold a "decisive and important" meeting in Cairo Wednesday to decide on the next step.

He said there is near unanimity on taking the Arab League's plan to the Security Council in hopes the world body can press Damascus to accept it.

Syria has demanded changes to the proposal, which calls for an end to the bloody crackdown.

The United Nations has been waiting for word from the Arab League before moving ahead with a resolution on Syria. A clear nod from Damascus' Arab neighbors could ease Russian and Chinese opposition to sanctions. Both nations have veto power at the Security Council.

The Arab League plan calls for Syria to halt its crackdown, hold talks with the opposition and allow in Arab observers to ensure compliance with the deal. It does not call for foreign military intervention, as in Libya. — AP Writers

Syrian unrest to slow Lebanon in 2012

One economist sees upside to turmoil next door as tourists may instead head to Beirut

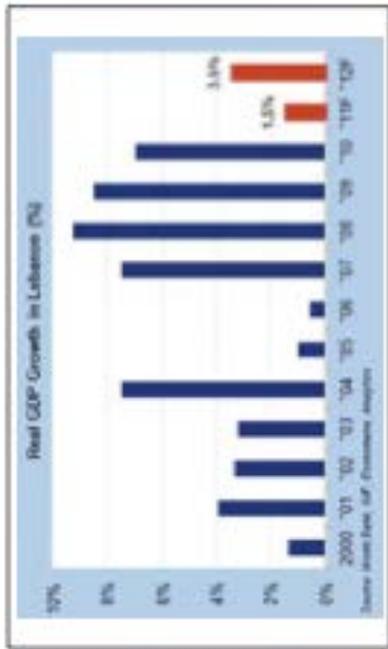
By Peter T Daou
The Daily Star

BEIRUT: As the end of a tumultuous 2011 nears, the Lebanese economy is cornered between a wild Syrian card and a help-less public sector, while the glory years of high single-digit growth are now more a chapter in history than an interrupted norm.

Instead, economists see 2012 as challenging at best, although they confess a difficulty in peering into a post-crisis Middle East, a complex Syrian dilemma, and a fractious Lebanese political environment.

"I don't see the sources of growth in 2012, and a status quo in Syria is detrimental for Lebanon. Despite growth and loan growth are slowing down and investments will decline because of negative private sector sentiment, especially from Saudi Arabia, Qatar, and Kuwait," said Nassib Ghobril, chief economist at Byblos Bank.

In 2011, a domestic political crisis converged with regional upheavals for the first time since 1990 to drag Lebanon's real GDP growth down to an estimated 1.5 percent, according to the International Monetary Fund. The



sector in 2012, Simon Nessim, chair of the economics department at the American University of Beirut, told The Daily Star that the sector may in fact reap some benefits from the demise of Syria's tourism in 2012. "Where is the Arab tourist going? I expect Lebanon to see a high influx of tourists during 2012's holiday season and contribute to growth," said Nessim.

Syria attracted over 8.5 million tourists in 2010, according to Tourism Ministry figures, more than four times the number of Lebanon's visitors, opening the door to massive capacity potentially diverted to Lebanon. Nessim, however, says that such a potential may be wasted by policymakers.

"We should have a plan B for tourism, promoting health and education tourism to compensate for the potential weaknesses elsewhere. I don't expect the Syrian crisis to be positive because of the lack of a strategy and planning on our side," said Nessim.

Nessim also pointed to banking and real estate as spots of positive spillovers from Syria in 2012. "Some Syrian funds drove up deposits in 2011, and I would expect that to continue in 2012 in addition to more Syrians investing in real estate in Lebanon," said Nessim.

But the scale of potential positive benefits across all sectors appears too small compared to the magnitude of forgone tourism, banking, investment and export gains as well as downside risks. In particular, Moody's, a global credit rating agency, recently lowered

Lebanon's banking sector credit rating outlook to negative from stable, citing asset quality deterioration and exposure to Syria.

To Nessim, the move by Moody's is "more a political message than a signal of fundamental weakness, and will have little impact on Lebanon's banking sector in 2012." He views the decision as a warning to the Lebanese banks operating in Syria against possible support to the regime.

The risks to Lebanese growth from Syrian scenarios are also mostly negative, even a peaceful regime change, as with Egypt and Tunisia, would bring about a prolonged period of uncertainty and potentially weak Syrian public finance and slow growth.

As a result, to drive growth in 2012, Lebanon's economy will look for help from its most loyal customers, the Lebanese people. "Consumption is what growth will come from next year because of election cycle spending," predicted Nessim.

In addition, Nessim expects the government to increase expenditures in 2012 as the elections fever heats up at the dovetails of the 2013 parliamentary vote, although growth hinges on the lack of political spillovers from Syria and a functional government.

"Unlike 2011, 2012 starts with a deep Syrian crisis, but growth may reach 5 percent assuming status quo in Syria and Lebanon, and inflation will be low because of weak demand and Syrian dumping," said Nessim.

businesses to suffer and leading to higher unemployment.

Experts to Syria, which were up 0.5 percent in the first 10 months of 2011, are seen decelerating as the neighboring country reits in foreign currency spending. "How long can they keep drawing down their foreign currency reserves? As of November, the central bank had spent \$7 billion, or one third of its \$21 billion reserves," said Nessim.

Trade, however, remains a weak link between Syria and Lebanon whereas industry, tourism and banking are at play. In 2011, 24.4 percent less tourists have visited Lebanon in the first 10 months of the year, in part due to the sensitive security situation for Gulf tourists typically driving through Syria.

While Nessim sees a weaker tourism

IMF), which put the country's growth in the new year at 3.4 percent, warned of high downside risks, mostly emanating from Syria's turmoil.

Economists say most Lebanese sectors stand to lose in 2012, but the scale of the impact is unclear. "Historically, Lebanon cannot have healthy economic growth while Syria is unstable. Tourism through Syria will drop and the industrial sector will suffer next year if the crisis continues," said Georges Nessim, dean of the faculty of business administration at American University in an interview with The Daily Star.

With the introduction of Arab sanctions on Syrian goods, dumping into Lebanese markets has already started, according to Nessim, and the process will accelerate in 2012, causing local

Arab League threatens to take Syria to the UN

DAMASCUS — The Arab League yesterday threatened to take Syria to the UN over its action on dissent but an Iraqi mediator said he had “positive” talks in Syria aimed at defusing the nine-month crisis.

Iraqi National Security Adviser Falah al Fayadh said he was heading to Arab League headquarters in Cairo after holding “positive” talks with President Bashar al Assad in a bid to end the deadlock over a League peace plan.

“I am on my way to Cairo for a meeting with the Arab League after holding positive talks with President Assad,” Fayadh said after discussing an Iraqi initiative in Damascus.

But the Qatari prime minister warned that the Arab League would take Syria to the UN Security Council if it persisted in refusing to allow observers into the country to monitor the protection of civilians.

Arab foreign ministers will meet on Wednesday in Cairo to discuss taking the Arab peace plan to the UN, said Shaikh Hamad bin Jassem al Thani at the end of a meeting in Doha on the Syrian crisis.

“As Russia has gone to the Security Council, a proposal will be presented in the (Arab ministers’) meeting on December 21 that the Arab League goes to the Security Council to present the Arab initiative,” Shaikh Hamad said.

Ahead of yesterday’s meeting in Doha, Arab League number two Ahmed Ben Helli had sounded hopeful that Damascus would sign the protocol and allow in observers.

“There are positive signs... I expect the signing will happen soon,” he said. But he quickly added: “It will not be today.”

Meanwhile some 200 members of the opposition Syrian National Council were meeting for the second consecutive day in Tunis for talks behind closed doors aimed at honing a strategy to topple Assad’s government.

The Iraqi mediator arrived unexpectedly in Syria for talks with Assad, two days after Prime Minister Nuri al Maliki said he would submit an initiative to Damascus to end the bloodshed.

Fayadh travelled to Damascus “to

meet with the Syrian authorities to discuss the Iraqi peace initiative,” Maliki media adviser Ali Mussawi said.

The initiative is aimed at opening a dialogue between the opposition and the Syrian government to reach a result that satisfies both sides, Maliki said.

In the meantime, Western nations said Russia’s surprise draft resolution should contain stronger condemnation of rights violations by the Assad government and stronger support for Arab League action.

The proposed resolution strongly condemns violence by “all parties, including disproportionate use of force by Syrian authorities.”

It also raises concern over “the illegal supply of weapons to the armed groups in Syria,” according to a copy.

Russia said it would not be calling for negotiations in the UN Security Council before tomorrow.

On Friday, security forces shot dead 19 civilians. Across the border in Lebanon a farmer was killed on Friday when a landmine exploded. — AFP

Times of Oman

Russia may shed Syria ally image

The Kremlin is **under pressure** to abandon a government that has given Moscow one of its firmest footholds in the Middle East

“

The point is to show that Russia favours a settlement but is not a protector of Assad's regime

Fyodor Lukyanov
Editor, Russia in Global Affairs

MOSCOW: Russia's offer of a new UN Security Council resolution the violence in Syria is a pragmatic step by a country increasingly isolated in its support for a widely discredited leader.

The shift allows Russia to look less recalcitrant without giving ground on its opposition to sanctions or foreign military interference, which it has vociferously opposed since the Nato operation in Libya.

With the death toll mounting in bloodshed the world blames mostly on Syrian President Bashar Al Assad, the Kremlin is under increasing pressure to abandon a government that has given Moscow one of its firmest footholds in the Middle East.

It took a small step in that direction on Thursday, circulating a draft resolution that refers to “disproportionate use of force” by the Syrian authorities and urges them to stop “the suppression of those exercising their rights”.

In the short term, analysts said, Russia sees that it must distance itself from Assad in the eyes of the world.

“Russia is changing its position because to completely defend the Syrian regime is impossible given that everyone is against it, including practically all the Arab nations,” said Fyodor Lukyanov, editor of the journal *Russia in Glo-*

bal Affairs. “The point is to show that Russia favours a settlement but is not a protector of Assad's regime,” he said.

Russia has hosted Syrian opposition groups in recent months, but has rebuffed their pleas to press Assad to step down. Its diplomats have frequently said his opponents share much of the blame for the bloodshed.

In October, Russia and China used their veto power as permanent UN Security Council members to block passage of a Western-drafted resolution that would have condemned Syria's government, calling it one-sided.

Western nations said Russia's own draft made an unacceptable attempt to assign equal blame to the government and opponents.

Crimes against humanity

The proximate cause for presenting a new one may have been a report this week in which UN human rights chief Navi Pillay said the death toll in nine months of protest exceeded 5,000 and that Syria's actions could constitute crimes against humanity.

“We think that it's because Russia has felt the pressure of the international community, especially after the shocking report of Mrs Pillay,” French UN Ambassador Gerard Araud said.

Longer term, Russia is hedging its bets on a game whose outcome is unclear.

Syria has been a major client for Russian arms sales and hosts a Russian naval maintenance facility on its Mediterranean coast, a rare outpost abroad for Moscow's military.

Assad has been perhaps the closest Russia has to an ally in a region where a year of unrest has set back its efforts to build influence and economic clout.

But short of the restoration of Syria's pre-protest status quo, the best result for Russia would be a negotiated solution, especially if Moscow can claim credit.

That would be a big diplomatic victory for Russia on the world stage and would help it gain purchase in Syria in the future, something that would be out of the question if Assad's opponents prevail and Russia is seen as backing him to the end.

Analysts said, however, that Russia will hold out against sanctions as long as possible, a strategy that may be supported by the draft resolution.

Any further movement is likely to be incremental because the Kremlin fears a sharp shift on Syria would be seen as a sign of weakness in the face of the West, unwelcome as Prime Minister Vladimir Putin prepares for a presidential election in March. - Reuters

Iraq pushes for Syria talks

AL FAYADH TO VISIT CAIRO AFTER DISCUSSIONS WITH AL ASSAD ON ARAB LEAGUE DEMANDS

Damascus (AFP) Iraqi National Security Adviser Falah Al Fayadh said he was heading to Arab League headquarters in Cairo after holding "positive" talks with President Bashar Al Assad in a bid to end the deadlock over a League peace plan.

"I am on my way to Cairo for a meeting with the Arab League after holding positive talks with President Al Assad," Al Fayadh told AFP after discussing an Iraqi initiative in Damascus.

But the Qatari prime minister warned that the Arab League would take Syria to the UN Security Council if it persisted with refusing to allow observers into the country to monitor the protection of civilians.

Arab foreign ministers will meet on Wednesday in Cairo to discuss taking the Arab League plan to the UN, said Shaikh Hamad Bin Jasssem Al Thani at the end of a meeting in Doha at the end of the Syria crisis.

Conditions

"As Russia has gone to the Security Council, a proposal will be presented in the [Arab ministers'] meeting on December 21 that the Arab League goes to the Security Council to present the Arab initiative," Shaikh Hamad said.

The 22-member Arab bloc has been trying to persuade Syria to receive observers to monitor the situation as part of a plan to end the bloodshed.

On November 27, the Ar-



Search for peace

Arab League Secretary-General Nabeel Al Arabi (left) speaks during a joint news conference with Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari in Baghdad last week. Al Malik's envoy will be in Cairo to mediate between the Arab League and the Syrian regime.

ab bloc approved a raft of sanctions against the Syrian authorities to punish their failure to heed an ultimatum to admit observers.

Earlier this month Syria finally said it would allow the mission, but set a number of conditions, namely the lifting of sanctions.

Ahead of yesterday's meeting in Doha, Arab League number two Ahmad Bin Helli had sounded hopeful that Damascus

would sign the protocol and allow in observers.

"There are positive signs... I expect the signing will happen soon," he told AFP. But he quickly added: "It will not be today."

Mass rallies

The United Nations estimates that more than 5,000 people have been killed in a government crackdown on pro-democracy protests, which first erupted in Syria in mid-March.

On Friday, 19 more civil-

ians were killed across Syria, activists said, amid mass rallies to criticise the Arab League's failure to take tougher action.

Meanwhile, some 200 members of the opposition Syrian National Council were meeting for the second consecutive day in Tunis for talks behind closed doors aimed at honing a strategy to topple Al Assad's regime.

The Iraqi mediator arrived unexpectedly in Syria for talks with Al Assad,

two days after Iraqi Prime Minister Nouri Al Maliki said he would submit an initiative to Damascus to end the bloodshed.

Al Fayadh travelled to Damascus "to meet with the Syrian authorities to discuss the Iraqi peace initiative", Al Maliki's media adviser Ali Mousawi told AFP.

The initiative is aimed at opening a dialogue between the opposition and the Syrian government to reach a result that satisfies both sides, Al Maliki told

AFP on Thursday. Meantime, Western nations said Russia's surprise draft resolution should contain stronger condemnation of rights violations by the Al Assad government and stronger support for Arab League action.

The proposed resolution strongly condemns violence by "all parties, including disproportionate use of force by Syrian authorities".

Illegal arms supply

It also raises concern over "the illegal supply of weapons to the armed groups in Syria", according to a copy obtained by AFP.

Russia said it would not be calling for negotiations in the UN Security Council before tomorrow.

On Friday, security forces shot dead 19 civilians, the Syrian Observatory for Human Rights said, as hundreds of thousands of people rallied against the Arab League. "The Arab League is killing us — enough deadlines," was the protesters' slogan.

The Observatory said more than 200,000 protested in the besieged central city of Homs alone, venting their frustration at the Arab League, with rallies in other parts of the country.

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

For more pictures, reports and updates, please log on to www.gulfnews.com

Gulf News (EAU /UAE)

Refugees relate tales of terror

SYRIANS TALK ABOUT CHILLING CYCLE OF ABDUCTIONS, BEATINGS AND KILLINGS

By ALEXANDRA ZAVIS AND
RIMA MARROUCH

Wadi Khalid, Lebanon In a rocky valley at the northern tip of Lebanon, three generations of a Syrian farming family cluster around a small gas heater in the derelict schoolhouse that has become their refuge.

Interrupting one another in a rush to be heard, family members describe communities under siege by an iron-fisted state, and village turning against village in a chilling cycle of abductions, beatings and killings.

The account given by the family, echoed by others across a valley brimming with refugees, illustrates Syria's descent from a mostly peaceful uprising into ferocious bloodletting that in some places is beginning to resemble civil war.

Around Homs, military defectors and civilians, most of them members of the Sunni Muslim majority, are taking up arms to defend their communities against security forces controlled by members of President Bashar Al Assad's minority Alawite sect, a small Shiite Muslim offshoot.

Uncorroborated

Sunnis have dominated the anti-government protests. Bodies have been dumped in the streets, conjuring images of the sectarian killing that ripped apart neighbouring Iraq. Because foreign reporters have mostly been barred from Syria, the family's stories couldn't be independently corroborated.

But their accounts were consistent with reports from human rights groups and anti-Al Assad activists. Leaders in this valley, so close that explosions in Syria can be heard, say that as many as 3,000 refugees are being sheltered here by families and in schools.

Umm Faris' family, Sunnis, chafed under the Al Assad family, which has controlled the government for decades.



Funeral procession

Lebanese mourners carry the body of Khalid Al Hujairi during his funeral in the eastern village of Arsal on the Lebanese-Syrian border on Saturday, after he died of wounds sustained in shootings at the border.

But they never dared speak out. "You didn't think of protesting," Abu Faris said. But when they saw popular uprisings topple longtime rulers in Tunisia and Egypt early this year, they began to wonder whether Syria too could change.

Marches

At first, only a few men from the family took part in small marches down the main road of their village. But when security forces opened fire in March, allegedly shooting one of the protesters in the head, the whole family was galvanised into action.

The more lives lost, the bigger the protests became, they said. Before sunrise one August morning, electricity

in the village was cut and armed forces swooped in.

Hoping they would leave the family alone, Abu Faris said, he went out to offer the men water. But he said they descended on his home, smashing dishes and furniture, snatching computers and knocking down the ceiling fans.

Among those taking part in the raid were people they said they recognised from a neighbouring Alawite village who had joined pro-Al Assad militias known as the Shabiha, an expression derived from the Arabic word for ghosts. Al Assad retains considerable support among minorities who fear they will be killed if the government falls.

Seventy-five people were arrested in the village that day, according to the family. The bodies of two were returned to their families and, of the others, three have not been heard from since, they said.

In another abandoned school nearby, now home to more than 20 families, a gaunt young painter named Abu Farad and his pale, expressionless wife related a painful loss and a much more difficult time fleeing Syria. Abu Farad cradled his newborn son.

They came from the southern Daraa region,

where he said he would sit on friends' shoulders and lead protest chants. Security forces came looking for him, and when they didn't find him, took away the couple's three-year-old son. Soon after, Abu Farad was caught.

Home shelled

In detention, he was beaten, cut with razor blades, given electric shocks and then left on the street for dead. Friends found him and hid him. He then learned that his home had been shelled.

He raced back to find a pile of rubble. That's when his wife told him their son's body had been returned with three bullet wounds. When the couple fled, Abu Farad's wife was eight months pregnant with their second child.

They walked for four days, with a bottle of water and two loaves of bread to sustain them. They reached Lebanon late last month and found refuge in the corner of a classroom here. Days later, their second son was born.

— Los Angeles Times

VIOLENCE

Civilians among seven killed

Deserters and army troops clash

Nicosia (AFP) A civilian was among seven people killed in violence in Syria yesterday as clashes raged between deserters and regular army troops in centres of protest against the regime, human rights activists said.

An officer was among six loyalist soldiers killed in clashes with rebel troops in the flashpoint central province of Homs, the Syrian Observatory of Human Rights said, citing a dissident officer.

"Three armoured vehicles were destroyed and those inside were wounded and killed," the Britain-based watchdog said, adding the heavy exchange of fire in the town of Qusayr led to the "partial destruction of some houses".

In Idlib province, in the north-west near the

border with Turkey, a civilian was killed and 29 wounded when security forces shelled and raided the villages of Iblin and Abdita, the Observatory said.

Second day of attacks

Clashes between deserters and loyalist troops continued for a second straight day in the province. Communications were cut off in the town of Maaret Al Numan where a pro-democracy general strike has lasted a week.

The violence came a day after the Arab League threatened to take Syria to the UN Security Council and accused Damascus of stalling over its request to send observers to the country as part of a plan to end nine months of bloodshed.



جهاز أبوظبي
CONTROL AUTHORITY

TO SAFE FOOD

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

For updates and more pictures, log on to www.gulfnews.com

The National (EAU / UAE)

US hits UAE company

WASHINGTON // The US commerce department has banned a UAE company from receiving items under the jurisdiction of American export controls after it was found to have shipped internet filters to Syria.

The devices, made by Blue Coat Systems of Sunnyvale, California, can be used by the government of Bashar Al Assad to block pro-democracy websites and identify dissidents, the commerce department said on Friday.

The UAE company, using the names Infotec and Info Tech, ordered multiple Blue Coat devices in December 2010 from an authorised distributor in the UAE. The devices ended up in Syria, according to the Commerce Department.

“It is vital that we keep technology that can be used to further

the repression of the Syrian people out of the hands of the Syrian government,” said Eric Hirschhorn, the undersecretary for industry and security.

Steve Schick, a Blue Coat spokesman, declined to comment. Blue Coat has said its products were “transferred illegally” into Syria by a distributor. The company said it “does not sell to countries embargoed by the US”.

Human Rights Watch has put the death toll in the Syrian conflict at more than 4,000, while the United Nations has estimated that the number of civilians and army defectors killed exceeds 5,000. The Syrian government has said more than 1,100 members of the security forces have been killed.

★ **Bloomberg News**

↳ **More Syria, page a8**

The National (EAU / UAE)

Arab League Syria plan set for UN

Peace plan could go to Security Council as 21 more die in clashes

DOHA // Arab states may ask the UN Security Council to adopt their peace plan aimed at ending the Syrian crackdown on pro-democracy protests but they will not seek military action, the Qatari foreign minister said yesterday.

Sheikh Hamad bin Jassim Al Thani spoke after an Arab ministerial committee meeting in Doha, adding that Arab foreign ministers would meet in Cairo on Wednesday to discuss Syria's delaying tactics in its response to a peace plan presented last month.

"Since Russia has gone to the UN Security Council, there is a draft Arab resolution to be sent to the Arab League meeting on December 21 to ask the Security Council to adopt the Arab initiative and Arab resolutions instead of resolutions from other states," Sheikh Hamad said. "We are not talking about military action but we will ask the Security Council to adopt the Arab initiative."

The Arab peace plan calls on Syria to pull its troops off the streets, talk to opposition leaders and allow an Arab monitoring mission.

Arab governments on Friday called off a regular foreign ministers' meeting meant to weigh Syria's response to the initiative for ending violence.

The Arab League has suspended Syria's membership over its refusal to comply with the peace plan.

The announcement in Qatar came as an Iraqi delegation arrived in Syria to meet the president, Bashar Al Assad, to discuss ways of ending the crisis.

Ali Al Moussawi, an adviser to the Iraqi prime minister, Nouri Al Maliki, said they hoped to find a peaceful solution "that preserves Syria's unity".

Many Iraqis fear if civil war breaks out in Syria it could spread to Iraq, its eastern neighbour.

Iraqi officials have not given details on the initiative they will discuss with Mr Al Assad.

Iraq was one of few countries that abstained from voting for Arab sanctions against Syria.

Further violence was seen in Syria yesterday, with forces killing at least 21 civilians, including two children.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said six died when security forces launched search operations in the southern Daraa province.

The deaths occurred in the village of Kfarshams, where "violent clashes pitted members of the security forces and soldiers against a group of army deserters", the Observatory said.

Two children were among three people killed in the Idlib village of Kafr Sajnah where security forces opened fire indiscriminately.

Meanwhile, western nations said Russia's draft resolution should contain stronger condemnation of rights violations by the Assad government and stronger support for Arab League action against Syria.

The proposed resolution strongly condemns violence by "all parties, including disproportionate use of force by Syrian authorities".

It also raises concern over "the illegal supply of weapons to the armed groups in Syria".

Russia said it would not be calling for negotiations in the UN Security Council before tomorrow.

★ Reuters and Agence France-
Presse

Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

Turkey seeks way out for Assad

By Samia Nakhoul
Reuters

TURKEY, with strong backing from its Arab and Western allies, very much wants Syrian President Bashar Al-Assad to step down — but not just yet.

Under Prime Minister Tayyip Erdogan and his post-Islamist ruling party, Turkey has become the main organizing hub for Syria's opposition — the 260-member liberal Syrian National Council, and the Free Syrian Army, comprising mainly army defectors.

But across the region and in Western capitals there are fears that Assad's opponents are not ready to take power, and that Syria's ethnic and sectarian mosaic could disintegrate and plunge the country of 22 million into chaos unless a way is found to smoothen the transition.

"The key priority is for the opposition inside and outside (Syria) to come together, become a more credible option and include all sects and get their coordination right. Turkey is working on that," a senior Western diplomat in Ankara told Reuters.

"What worries them is that if Assad went today there will be more chaos, more destruction

and they don't know who will emerge and they want the opposition to be ready."

The main worry, Syria watchers say, is that what began nine months ago as a civic uprising is turning into a shooting war capable of spilling into a lethal sectarian conflict.

While Ankara has publicly warned Damascus against encouraging the Kurdistan Workers Party (PKK) to step up its attacks, and raised the stakes by joining Europe, the United States and the Arab League in sanctions against the Assad government, most observers believe Turkey is extremely reluctant to take any military action.

"I don't expect any military action by the Turkish government unless there is an international consensus and a UN Security Council resolution or NATO operation," says Mustafa Akyol, author of "Islam without extremes: a Muslim case for Liberty".

"They will be more concerned about the Kurdish situation in Syria, because the PKK has a lot of Syrian Kurds in its ranks...and the government believes that Assad is supporting right now the PKK against Turkey".

Sinan Ulgen, a former Turkish diplomat now head of the liberal EDAM think-tank in Istanbul, says Ankara is wary of any return of a decade ago,

when Kurdish refugees from Saddam Hussein streamed over the Turkish border in the aftermath of the Gulf War, and might now move to create a safe haven or humanitarian corridor inside Syria.

The US, France, and Turkey are on the same wavelength, said Ulgen, but Turkey would still want a Security Council resolution, and regional as well as NATO support to go ahead.

In a surprising move, Russia, Damascus' longstanding ally, offered the Security Council on Thursday a new, stronger draft resolution on Syria, raising Western hopes of UN action following a sharp rise in sectarian killing.

The Western diplomat, by contrast, thinks Turkey would be reluctant to create a humanitarian safe haven because this would commit Turkish troops in Syrian territory.

"They will open their facilities and provide a humanitarian response but I don't think they will intervene, and not do they want anybody else to intervene," he said. "I don't think Turkish troops want to cross into Syria."

Another Western diplomat in Ankara also doubts there will be military intervention, believing instead that sanctions, which are draining the resources of Assad and eroding his position, will be ratcheted up.

Today's Zaman (Turquie / Turkey)



Antakya's Uzun Çarşı, a sort of traditional covered bazaar that Syrian tourists frequently visited before the violent crackdown began in the country is today occupied only by shopkeepers.

Cutting off trade with neighbor Syria frustrates people in Hatay

Late November, Ankara joined the Arab League and Western powers in imposing nine economic sanctions against Assad's government to put more pressure on the Syrian regime. Syria retaliated with suspending the Free Trade Agreement it had with Turkey. Ever since then, economic outlook in Hatay has only gotten worse as time elapses

AYDIN ALBAYRAK HATAY

Hatay seems to have lost on two accounts due to deteriorating relations with Syria because of the Assad regime's crackdown on civilian protestors.

First, although the two border gates that connect the province to Syria, Cilvegözü and Yayladağı, are open, the border trade -- through which \$200-250,000 was estimated to flow into Hatay yearly -- has completely stopped because of the chaotic situation in Syria and the suspension of a free-trade agreement by Syria. Second, Antakya, the provincial capital, has slowed its progress towards becoming a center for conventions and meetings as well as a major destination for domestic tourists. What made the city so attractive, apart from a rich historical background and tasty local dishes, was the fact that visitors were also able to visit a foreign country; Syria's

Aleppo is only about 100 kilometers away, and visitors were able to go on a day trip for less than \$100.

The Ottoman Palace Hotel, one of the most prestigious in the region, was built three-and-a-half years ago with a view to attract conventions and commercial meetings to Antakya. "[After the tension in Syria began] we lost 50 percent of our convention visitors. The main reason that businesses and domestic tourist groups choose Antakya as a meeting spot was because people could travel to Syria and back in one day," Ali Şenak, the general manager of the hotel, told Today's Zaman. The hotel has not only lost convention groups but also regular Arab clients, mainly Syrians, who have disappeared, accounting for about a 25 percent loss in total sales.

Hikmet Çincin, president of the Antakya Chamber of Commerce and Industry, informed Today's Zaman that several months ago there were 14 new construction permits

to build hotels, but work had begun at only one or two of them. It seems the remaining hotel projects were just put aside.

Mahmut Narin, owner of the Ekrem Narin Import & Export Company, which exports various foodstuffs to the Middle East, believes that even if all Turkish exports to Syria come to a halt, it would not have a large adverse effect on Turkey's trade because exports to Syria do not represent any more than 10 percent of regional trade. "Alternative trade routes to replace Syria, though a little more costly, could be put into use," he told Today's Zaman. "Small losses in profit should be happily suffered because the Syrian issue is first and foremost a humanitarian issue," he added.

But Çincin insists, "It's not possible for us to ignore violence and oppression, but Turkey should also protect its interests." He is referring to transportation companies, which

have to pay installments to the banks for nearly 75 percent of their trucks, as well as retail shops in the province, which benefit considerably from Syrian visitors. The disappearance of Syrian tourists from the streets has cost most shop owners in downtown Antakya a minimum loss of 20 percent. The figure is generally higher, 30 to 50 percent, for stores that sell women's clothes, glassware and local foodstuffs.

Derviş Borucu, a store keeper who sells items such as shoes and women's handbags at Uzun Çarşı, a sort of traditional covered bazaar which Syrian tourists frequented in Antakya, says his sales have dropped by 30 percent. "There used to be 10-15 buses of people from Syria on Friday and Saturday, but no more," he says worriedly.

Cab drivers have also suffered considerable losses. "Without the Syrians, our earnings have dropped by half," Hasan Hammusoglu, a cab

driver, told Today's Zaman. Syrians used to take taxis to a shopping mall in Iskenderun, a town nearly 60 kilometers from Antakya. A new shopping mall was opened only two months ago in Antakya. But now no Syrians are around.

But it's not all gloom and doom. Ali Kavak, president of the Fresh Fruit and Vegetables Exporters Union of the Mediterranean Region, told Today's Zaman that although transportation costs have increased because Syria has raised taxes for Turkish goods and trucks by 50 percent, the goods still reach their final destinations in countries such as Saudi Arabia, Qatar and Kuwait.

The crisis with Syria is sure to dim near-future prospects in the border province of Hatay, as summarized by Çincin: "Economic revival was injecting morale into the whole region. Because you market to the future, the city gained value in recent years. But right now our morale is a little low."

China Daily (Chine / China)

Syria signs Arab League deal

Govt agrees to let foreign observers into the country

CAIRO — Syria agreed on Monday to let Arab League observers into the country to monitor the implementation of a deal it agreed to last month to pull troops from protest-hit towns, free political prisoners and start talking to dissidents.

However, the executive head of the League said after the signing of a protocol on foreign observers that there was no immediate plan to lift sanctions that were imposed when Damascus at first refused outside monitors. Nabil Elaraby said observers would now determine whether Syria's government was complying.

"The protocol is a mechanism to go to Syria and move freely to ensure the implementation of the Arab initiative on Syria. What counts is good faith in implementation," Elaraby, the Arab League secretary-general, said. An advance party would head to Syria this week to prepare for the arrival of monitors.

President Bashar al-Assad's administration broadly agreed last month to the Arab League peace initiative aimed at defusing a violent confrontation that has left more than 5,000 dead.

But a refusal to let in outside observers had prompted other Arab states to impose sanctions. And Assad's opponents



LOUAI BESHARA / AGENCE FRANCE-PRESSE

A picture of Syrian President Bashar al-Assad hangs from a building as government supporters gather for a pro-regime rally in Damascus on Monday. Damascus is set to give its agreement to an observer mission to monitor the implementation of a deal to end nine months of bloodshed, an Arab diplomat told AFP.

have complained that troops are still present in some cities, fighting with Assad's opponents, while other elements of the peace accord have also not been implemented in full.

Speaking of lifting the Arab League sanctions, Elaraby told a news conference after the signing in Cairo: "This has not happened, as that would require another meeting."

He also said a meeting of

Arab foreign ministers planned this week, and which had been due to discuss action against Damascus, would be "indefinitely postponed".

The protocol was signed by Syrian Deputy Foreign Minister Faisal Mekdad, after Damascus had previously called for amendments to the plan.

Qatar and Saudi Arabia have been at the forefront of efforts to press Syria to sign. Elaraby

said others also helped.

"Some countries played a helping hand in signing the protocol including Russia," Elaraby said.

He added that an advanced team led by a top Arab League official would head to Syria in two or three days to prepare for the arrival of the monitors.

"We now have about 100 names including representatives of non-governmental

organizations and governments," he said, adding that media representatives and members of security forces would be included.

Armed resistance has emerged in the last two months in Syria, alongside a peaceful protest movement that began in March inspired by uprisings across the Arab world.

REUTERS

18-19 décembre 2011 / December 18-19, 2011

China supports Russia's new UN resolution: FM

By QIN ZHONGWEI
CHINA DAILY

BEIJING — China officially expressed its support for Russia's new resolution on the unrest in Syria presented to the UN Security Council, a foreign ministry spokesman said on Monday.

"China appreciates the constructive efforts that Russia made to solve the Syrian crisis, and China is willing to maintain contact in the future with all parties," Foreign Ministry spokesman Liu Weimin said at the daily news conference.

Russia's ambassador to the United Nations, Vitaly Churkin, circulated an updated draft of the resolution to the UN Security Council during a closed-door meeting on Dec 15, as the country is holding the rotating Security Council presidency in December. The measures condemn the violence by all parties in Syria, without calling for sanctions.

The draft, although still not strong enough in the eyes of Western powers, offers a basis for further negotiations.

"We're going to study the draft carefully," said US Sec-

retary of State Hillary Clinton. "It's just that we have differences in how they are approaching it ... But we hope to be able to work with them."

China believes the discussion by the UN Security Council about the unrest in Syria will "help ease the tensions, push for further political dialogue, resolve conflicts and contribute to peace in the Middle East and the area's stability", according to Liu.

"If the Syrian crisis is not solved within two weeks, the matter would be beyond the control of Arab countries," Qatari Prime Minister and

Foreign Minister Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani, who also chairs an Arab ministerial committee in charge of handling the Syrian crisis, said at a televised news conference on Saturday.

China hopes the Syrian crisis will be resolved within the framework of the Arab League and that the resolution can avoid outside interference. China welcomes the efforts made by the Arab League to open the political process, Liu said.

Russia's new draft reflects the dissatisfaction with the lack of dialogue between the

Syrian government and its opposition parties, considering the internal deadlock of the country, according to Xing Guangcheng, an expert on Russian studies at the Chinese Academy of Social Sciences.

"China and Russia have much strategic cooperation in this aspect to ensure the peace of the area, and share the common vision that the deadlock should not be interfered by outside powers," he said.

Zheng Jiansong and Xinhui contributed to this story.